

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	7
I. ENTREPRISES PUBLIQUES AU CAMEROUN	9
A. Entreprises Publiques conformes à la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques	10
B. Organismes dont les statuts ne sont pas conformes à la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques	12
II. ETAT DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS FINANCIERS	14
A. Entreprises Publiques ayant transmis les états financiers certifiés	16
B. Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial ayant transmis les états financiers certifiés	17
C. Sociétés de Développement ayant transmis les états financiers certifiés	17
D. Entreprises Publiques ayant transmis les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF)	18
E. Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial ayant transmis les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF)	18
F. Entreprises Publiques, EPIC et Sociétés de Développement n’ayant pas transmis de documents financiers	19
III. PRESENTATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES AU CAMEROUN	21
A. Entreprises Publiques conformes à la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques	22
1) Situation du personnel	23
2) Situation financière	24
3) Situation de la dette	30
B. Organismes dont les statuts ne sont pas conformes à la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques	32
1) Situation du personnel	33
2) Situation financière	34
3) Situation de la dette	35
IV. PRESENTATION DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA PARTICIPATION PUBLIQUE EST MINORITAIRE	36

A. Géographie du capital	37
B. Entreprises n'ayant pas transmis de documents financiers	38
C. Situation financière	39
V. ANALYSE DES ENTREPRISES PUBLIQUES PRESENTANT DES RISQUES BUDGETAIRES POUR L'ETAT	
A. Méthode d'analyse	42
B. Résultats des analyses	43
C. Analyse des entreprises publiques présentant des risques budgétaires pour l'Etat	45
1) Données financières des entreprises et EPIC présentant un niveau de risque anormal	45
2) Nature et volume des passifs conditionnels des entreprises publiques	47
3) Nature et volume des passifs conditionnels des entreprises publiques présentant un risque budgétaire pour l'Etat, ventilés par exercice	49
4) Synthèse des ratios d'analyse	52
5) Taux d'endettement global	54
6) Marge d'exploitation	54
7) Risques budgétaires de l'Etat liés aux passifs des entreprises	54
D. Sources de risque budgétaire pour l'Etat	55
1) Evolution défavorable des cours mondiaux des matières premières	55
2) La prise en charge par certaines entreprises des missions de service public	55
3) La non maîtrise des charges d'exploitation	55
4) L'administration et le gel des prix par l'Etat	56
5) Accroissement des charges financières consécutif à l'immobilisation des créances sur l'Etat	56
VI. ANALYSE DES PASSIFS CONDITIONNELS DES PROJETS DE PARTENARIATS PUBLICS PRIVES	57
VII. SITUATION DES DIVIDENDES VERSEES A L'ETAT	68
VIII. SUBVENTIONS DE REHABILITATION ET DE RESTRUCTURATION ACCORDEES AUX ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLIQUES AU TITRE DES EXERCICES 2016 ET 2017	70
IX. ETABLISSEMENTS PUBLIQUES ET ORGANISMES SUBVENTIONNES	75
A. Etablissements Publics	78
B. Subventions de fonctionnement accordées par l'Etat	81
1) Aux Etablissements Publics	82
2) Aux autres Organismes Publics	85

LISTE DES ABREVIATIONS

1	ACEP S.A	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée au Cameroun
2	ADC	Les Aéroports du Cameroun
3	ALUBASSA	Société Aluminium de Bassa
4	ALUCAM	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium
5	ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier
6	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL
7	BC-PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
8	BICEC	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
9	CAMAIR-Co	Cameroon Airlines Corporation
10	CAMPOST	Cameroon Postal Services
11	CAMRAIL S.A	Cameroon Railway Corporation
12	CAMSHIP	Cameroon Shipping Lines
13	CAMSHIP CIC	Cameroon Shipping Lines Investment Corporation
14	CAMTAINER S.A	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun
15	CAMTEL	Cameroon Telecommunications
16	CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
17	CBC	Commercial Bank Cameroon
18	CDC	Cameroon Development Corporation
19	CENEEMA	Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole
20	CHC.SA	Cameroon Hotels Corporation
21	CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
22	CIMENCAM	Les Cimenteries du Cameroun
23	CLGG SA	Consignations et Logistiques du Golfe de Guinée
24	CNIC	Chantier Naval et Industriel du Cameroun
25	COT S.A	Cameroon Oil Terminal S.A
26	COTCO	Cameroon Oil Transportation Company
27	CPE	Cameroon Publi-Expansion

28	CRTV	Cameroon Radio Television
29	DPDC S.A	Dibamba Power Development Corporation
30	DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
31	DSX	Douala Stock Exchange
32	ECAM PLACAGES S.A	Compagnie d'Exploitation Industrielle des Bois du Cameroun
33	EDC	Electricity Development Corporation
34	EDEATECH	Technopole du Cameroun
35	ENEO	The Energy of Cameroon
36	FMI	Fonds Monétaire International
37	HEVECAM	Hévéas du Cameroun
38	HYDRAC	Hydrocarbures-Analyse-Contrôle
39	HYDRO MEKIN	Mekin Hydroelectric Development Corporation
40	IBC	Aciers et métaux industriels
41	IN	Imprimerie Nationale
42	KPDC S.A	Kribi Power Development Corporation
43	LABOGENIE	Laboratoire National du Génie Civil
44	LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
45	MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipeement des Terrains Urbains et Ruraux
46	MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
47	MAISCAM SA	Société Camerounaise de Maïserie
48	MATGENIE	Parc National de Matériel de Génie Civil
49	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
50	MIDEPECAM	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime
51	MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandaras
52	MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
53	OC	Office Céréaliier
54	OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
55	PAD	Port Autonome de Douala
56	PAK	Port Autonome de Kribi

57	PECTEN CAM	PECTEN CAMEROON S.A
58	PERENCO	PERENCO CAMEROON S.A
59	PMUC	Pari Mutuel Urbain Camerounais
60	PP Plc	Pamol Plantations Plc
61	SABC	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun
62	SAFACAM	Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun
63	SCB CAMEROUN	Société Commerciale de Banque du Cameroun
64	SCDP	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers
65	SCP	Société à Capital Public
66	SEM	Société d'Economie Mixte
67	SEMC	Société des Eaux Minérales du Cameroun
68	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
69	SG - CAMEROUN	Société Générale Cameroun
70	SGHC	Société des Grands Hôtels du Cameroun
71	SHE	Société Hôtelière de l'Est
72	SHNC	Société Hôtelière du Nord Cameroun
73	SIC	Société Immobilière du Cameroun
74	SIC CACAO S.A	Société Industrielle Camerounaise du Cacao
75	SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
76	SNI	Société Nationale d'Investissement du Cameroun
77	SOCAPALM	Société Camerounaise du Palmier à Huile
78	SOCATRAL	Société Camerounaise de Transformation de l'Aluminium
79	SOCAVER	Société Camerounaise de Verrerie
80	SODECAO	Société de Développement du Cacao
81	SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun
82	SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
83	SOHLI	Société Hôtelière du Littoral
84	SONARA	Société Nationale de Raffinage
85	SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité

86	SOPECAM	Société de Presse et d'Editions du Cameroun
87	SOSUCAM	Société Sucrière du Cameroun
88	SOTRAMAS	Société de Transformation du Manioc de Sangmélina
89	SPM MBANGA	Société des Plantations de Mbanga
90	SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun
91	STECY	Société de Transport d'Equipements Collectifs de Yaoundé
92	TOTAL EP S.A	Exploration et Production Cameroun
93	TRADEX	Société de Trading et d'Exportation de Pétrole Brut et de Produits Pétroliers
94	UNVDA	Upper Nun Valley Development Authority
95	UTAVA	Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne
96	HGD	Hôpital Général de Douala ;
98	CUD	Communauté Urbaine de Douala
99	CP	Contrat de Partenariat ;
100	APMI	Appel à Manifestation d'Intérêt ;
101	MINTP	Ministère des Travaux Publics ;
103	MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie ;
104	CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ;
105	CUY	Communauté Urbaine de Yaoundé ;
106	HGOPED	Hôpital Gynéco Obstétrique et Pédiatrique de Douala ;
107	PPP	Partenariat Public Privé
108	CARPA	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariats ;
109	HGOY	Hôpital Gynéco Obstétrique de Yaoundé ;
110	MoU	Memorandum of Understanding;
111	PPP	Partenariat Public Privé;

INTRODUCTION

Le **Livre Vert** présente et analyse la situation financière des Entreprises et Etablissements publics. Il est élaboré, cette année, dans un double contexte marqué par la réforme des Entreprises Publiques au Cameroun d'une part et, par le renforcement du suivi des unités extrabudgétaires en raison de leurs risques budgétaires éventuels d'autre part. C'est dans la même veine que le portefeuille des contrats de Partenariat Public Privé (PPP) sont analysés afin d'évaluer les risques budgétaires liés à leurs passifs conditionnels

Le protocole d'accord technique du mémorandum de politiques économique et financière approuvé par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) le 26 juin 2017 définit l'entreprise publique comme « *une unité commerciale ou industrielle, détenue en partie ou en totalité par l'Etat ou ses démembrements, qui vend des biens et des services au public à une grande échelle* ». Dans la même veine, la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 présente l'entreprise publique comme « *une unité économique dotée d'une autonomie juridique et financière, exerçant une activité industrielle et commerciale, et dont le capital social est détenu entièrement ou majoritairement par une personne morale de droit public* ».

Afin d'améliorer le suivi et le contrôle des Entreprises Publiques, le Ministre des Finances a mis sur pied une Plateforme chargée du suivi des performances des Etablissements et Entreprises Publics, associant notamment la Direction Générale du Budget, la Commission Technique de Réhabilitation, la Commission Technique de Privatisation et des Liquidations, l'Institut National de la Statistique, dont la mission principale est de mettre en place une base de données commune à toutes les structures procédant, d'une manière ou d'une autre, à l'analyse des états financiers des Entreprises Publiques ou l'exploitation des comptes administratifs et de gestion.

Les rapports entre l'Etat du Cameroun et les Entreprises relevant de son portefeuille sont caractérisés par des interactions réciproques et continues, dont les flux financiers doivent, à un moment donné, être saisis et analysés, afin d'apprécier la santé financière desdites entreprises et leur niveau de contribution à l'effort de construction nationale. Dans ce cadre, la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des Entreprises Publiques dispose que : « les Entreprises Publiques adressent aux tutelles technique et financière, tous les documents et informations relatifs à la vie de l'entreprise publique, notamment les états financiers, le rapport du Commissaire aux Comptes et les rapports d'activités ».

La loi citée supra, distingue donc deux formes d'Entreprises Publiques à savoir, la société à capital public et la société d'économie mixte. Il s'agit d'entités dont le capital-actions est majoritairement détenu par l'Etat et ses démembrements. Ces unités extrabudgétaires, visant des missions d'intérêt public, sont susceptibles d'exposer le budget de l'Etat à un certain nombre de risques liés notamment à leur endettement et à leurs résultats.

Le présent **Livre Vert** procède, sur la période 2014 à 2016, à l'analyse de 38 Entreprises Publiques, 2 sociétés de développement, 11 établissements publics à caractère industriel et commercial, soit cinquante-une (51) entités publiques, ainsi qu'à la présentation de la situation financière de 33 entreprises dans lesquelles la participation de l'Etat dans le capital social est minoritaire.

La méthode utilisée a consisté à analyser l'ensemble des entreprises sur la base des ratios de défaillance, de marge d'exploitation et le taux d'endettement global, afin de les catégoriser en entreprises fortement déficitaires, déficitaires, excédentaires et fortement excédentaires. En outre, cet exercice a permis de mettre en exergue le niveau d'endettement desdites entreprises.

Concernant spécifiquement les Projets de Partenariats Publics Privés, ils sont encadrés juridiquement et institutionnellement par des textes réglementaires. Le portefeuille des projets PPP au 09 octobre 2017 est constitué de trente-six (36) projets, répartis comme suit selon l'état de mise en œuvre : projets achevés (1) ; projet en cours d'exécution (06) ; projets avec contrats signés mais non démarrés (05) ; projets en cours de procédure (13) ; projets résiliés ou en voie de résiliation (03) ; projets évalués par l'organisme expert (CARPA) sans début de procédure (08).

L'analyse de ce portefeuille permet de dégager les passifs conditionnels et fermes méritant une attention particulière en terme de risques budgétaires majeurs dans le cadre des rapports avec nos partenaires au développement.

En somme, il s'agira de présenter tour à tour :

- les Entreprises Publiques au Cameroun (I) ;
- l'état de transmission des documents financiers (II) ;
- les Entreprises Publiques dont les statuts sont conformes à la loi ainsi que celles dont les statuts ne le sont pas (III) ;
- les Entreprises dans lesquelles la participation publique est minoritaire (IV) ;
- l'analyse de la situation financière des Entreprises Publiques (V) ;
- Analyse des passifs conditionnels des Projets de Partenariats Publics Privés
- la situation des dividendes versés à l'Etat (VII) ;
- les Subventions de Réhabilitation et de Restructuration accordées aux établissements et entreprises publics au titre de l'exercice 2016 (VII) ;
- les Etablissements publics et organismes subventionnés (VIII).

I.

ENTREPRISES PUBLIQUES AU CAMEROUN

A.

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

N°	SIGLE	DENOMINATION	% du capital				Statut
			ETAT	Entités publiques	Privés	TOTAL	
1	ADC	Les Aéroports du Cameroun	63	8	29	100	SEM
2	ALUBASSA	Société Aluminium de Bassa	12,65	87,35	0	100	SCP
3	ALUCAM	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium	86,4	6,94	13,6	100	SEM
4	ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	100			100	SCP
5	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL	100			100	SCP
6	CAMAIR-Co	Cameroon Airlines Corporation	100			100	SCP
7	CAMPOST	Cameroon Postal Services	100			100	SCP
8	CAMTAINER SA	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun		53	47	100	SEM
9	CAMTEL	Cameroon Telecommunications	100			100	SCP
10	CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation	100			100	SCP
11	CBC	Commercial Bank Cameroun	98,1		1,9	100	SEM
12	CDC	Cameroon Development Corporation	100			100	SCP
13	CHC.SA	Cameroon Hotels Corporation	66,7	28,96	4,34	100	SEM
14	CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun	25	75	0	100	SCP
15	CNIC	Chantier Naval et Industriel du Cameroun	38,9	56,56	4,54	100	SEM
16	EDC	Electricity Development Corporation	100			100	SCP
17	HYDRAC	Hydrocarbures-Analyse-Contrôle		97,1	2,9	100	SEM
18	HYDRO MEKIN	Mekin Hydroelectric Development Corporation	100			100	SCP
19	IBC	Aciers et métaux industriels		51	49	100	SEM
20	LABOGENIE	Laboratoire National du Génie Civil	100			100	SCP
21	MATGENIE	Parc National de Matériel de Génie Civil	100			100	SCP
22	PAD	Port Autonome de Douala	100			100	SCP
23	PAK	Port Autonome de Kribi	100			100	SCP
24	PPPlc	Pamol Plantations Plc	85	13,22	1,78	100	SEM

N°	SIGLE	DENOMINATION	% du capital				Statut
			ETAT	Entités publiques	Privés	TOTAL	
25	BC- PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises	100			100	SCP
26	SCDP	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers		51	49	100	SEM
27	SGHC	Société des Grands Hôtels du Cameroun		89,5	10,5	100	SEM
28	SHNC	Société Hôtelière Nord Cameroun	3,10	89,25	10,8	100	SEM
29	SIC	Société Immobilière du Cameroun	86		14	100	SEM
30	SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun	59		41	100	SEM
31	SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales	66,67	33,33	0	100	SCP
32	SOHLI	Société Hôtelière du Littoral	89		0	89	SEM
33	SONARA	Société Nationale de Raffinage	11	69,34	19,7	100	SEM
34	SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité	100		0	100	SCP
35	SOPECAM	Société de Presse et d'Editions du Cameroun	100		0	100	SCP
36	SOTRAMAS	Société de Transformation du Manioc de Sangmélima		100	0	100	SCP
37	STECY	Société de Transport d'Equipements Collectifs de Yaoundé		54	46	100	SEM
38	TRADEX	Société de Trading et d'Exportation de Pétrole Brut et de Produits Pétroliers		54	46	100	SEM

**B. ORGANISMES DONT LES STATUTS NE SONT PAS CONFORMES A LA LOI
N°2017/011 DU 12 JUILLET 2017 PORTANT STATUT GENERAL DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

Il s'agit des Sociétés de Développement et des Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial.

En ce qui concerne les Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC), le mode de gestion utilisé répond soit aux règles de la Comptabilité publique, soit aux règles de la Comptabilité privée. Ainsi, les EPIC pratiquant la Comptabilité privée identifiés dans le tableau y relatif qui suit, ont été analysés suivant les mêmes principes que les Entreprises Publiques reconnues par la loi de 2017, en attendant la mise en conformité de leurs statuts.

1) SOCIETES DE DEVELOPPEMENT

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
2	UNVDA	Upper Nun Valley Development Authority

2) ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

N°	SIGLES	DENOMINATION	Observations
1	SNI	Société Nationale d'Investissement du Cameroun	Comptabilité privée
2	SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun	Comptabilité privée
3	CRTV	Cameroon Radio Television	Comptabilité privée
4	IN	Imprimerie Nationale	Comptabilité privée
5	MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux	Comptabilité privée
6	MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles	Comptabilité privée
7	MIDEPECAM	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime	Comptabilité privée
8	UTAVA	Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne	Comptabilité privée
9	SNH	Société Nationale des Hydrocarbures	Comptabilité privée
10	LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire	Comptabilité privée
11	CPE	Cameroon Publi-Expansion	Comptabilité privée
12	CENEEMA	Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	Comptabilité publique
13	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest	Comptabilité publique
14	MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandaras	Comptabilité publique
15	MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	Comptabilité publique
16	OC	Office Céréaliier	Comptabilité publique
17	SODECAO	Société de Développement du Cacao	Comptabilité publique

II. TAT DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS FINANCIERS AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

La situation financière des Entreprises Publiques et des sociétés privées ayant une participation publique sur l'année N-1 s'apprécie à l'aune de l'analyse de leurs états financiers de l'année N-1, transmis au Ministre des Finances au plus tard le 30 juin de l'année N, conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

Cependant, au regard des difficultés rencontrées dans la collecte exhaustive des états financiers auprès des Entreprises Publiques, de nombreuses mesures ont été mises en exécution, notamment le rappel de la transmission obligatoire des documents financiers par correspondance du Ministre des Finances, la rencontre avec les Directeurs Généraux desdites structures, la convocation de tous les administrateurs représentant le Ministre des Finances dans les organes sociaux des Entreprises Publiques, la descente des équipes du Ministère des Finances, en collaboration avec l'Institut National de la Statistique auprès desdites entités.

En dépit des efforts déployés par le Ministre des Finances, l'objectif de collecte exhaustive des documents financiers a été partiellement atteint. Ainsi, sur cinquante-une (51) entités publiques identifiées, vingt-sept (27) ont transmis effectivement leurs états financiers certifiés et dix (10) des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF). Quatorze (14) entités publiques n'ont pas transmis leurs documents financiers. En définitive, le pourcentage de transmission des documents financiers par les entreprises, tenues d'en produire est de 78,7%.

Au rang des entreprises n'ayant transmis aucun document financier, il y a lieu de souligner que CAMAIR-Co est actuellement en cours de rattrapage de ses états financiers des exercices 2014 à 2016.

Par ailleurs, les états financiers de synthèse de la SEMRY présentent certaines incohérences qui n'ont pas permis leur intégration lors de la présentation de la situation financière des entreprises. Il s'agit des dettes financières négatives figurant dans le passif du bilan de cette entreprise.

Au total, la situation relative à la transmission des documents financiers se présente ainsi qu'il suit :

A. ENTREPRISES PUBLIQUES AYANT TRANSMIS LEURS ETATS FINANCIERS CERTIFIES

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	ADC	Les Aéroports du Cameroun
2	ALUBASSA	Société Aluminium de Bassa
3	ALUCAM	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium
4	ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier
5	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL S.A
6	BC-PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
7	CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
8	CDC	Cameroon Development Corporation
9	EDC	Electricity Development Corporation
10	LABOGENIE	Laboratoire National du Génie Civil
11	PAD	Port Autonome de Douala
12	SIC	Société Immobilière du Cameroun
13	SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun
14	SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
15	SOHLI	Société Hôtelière du Littoral
16	SONARA	Société Nationale de Raffinage
17	SOPECAM	Société de Presse et d'Editions du Cameroun
18	TRADEX	Société de Trading et d'Exportation de Pétrole Brut et de Produits Pétroliers

B. ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL AYANT TRANSMIS LES ETATS FINANCIERS CERTIFIES

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	CRTV	Cameroon Radio Television
2	IN	Imprimerie Nationale
3	MAETUR	Mission d'Aménagement des Terrains Urbains et Ruraux
4	MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
5	MIDEPECAM	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime
6	SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
7	SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun
8	UTAVA	Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne

C. SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AYANT TRANSMIS LES ETATS FINANCIERS CERTIFIES

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua

D. ENTREPRISES PUBLIQUES AYANT TRANSMIS LES DECLARATIONS STATISTIQUES ET FISCALES (DSF)

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	CHC.SA	Cameroon Hotels Corporation
2	CAMPOST	Cameroon Postal Services
3	CAMTEL	Cameroon Telecommunications
4	CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
5	CNIC	Chantier Naval et Industriel du Cameroun
6	SCDP	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers
7	SGHC	Société des Grands Hôtels du Cameroun
8	SHNC	Société Hôtelière Nord Cameroun

E. ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL AYANT TRANSMIS LES DECLARATIONS STATISTIQUES ET FISCALES (DSF)

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
2	SNI	Société Nationale d'Investissement du Cameroun

F. ENTREPRISES PUBLIQUES, EPIC ET SOCIETE DE DEVELOPPEMENT N'AYANT PAS TRANSMIS DE DOCUMENTS FINANCIERS

1) ENTREPRISES PUBLIQUES EN DEBUT D'ACTIVITES

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	PAK	Port Autonome de Kribi
2	SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité
3	SOTRAMAS	Société de Transformation du Manioc de Sangmélina
4	STECY	Société de Transport d'Equipements Collectifs de Yaoundé

2) ENTREPRISES PUBLIQUES N'AYANT PAS TRANSMIS DE DOCUMENTS FINANCIERS

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	CAMAIR-Co	Cameroon Airlines Corporation
2	CAMTAINER SA	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun
3	CBC Bank	Commercial Bank Cameroon
4	HYDRAC	Hydrocarbures-Analyse-Contrôle
5	HYDRO MEKIN	Société Mekin Hydroelectric Development Corporation
6	IBC	Aciers et métaux industriels
7	MATGENIE	Parc National de Matériel de Génie Civil
8	PPPlc	Pamol Plantations P.l.c

3) ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL N'AYANT PAS TRANSMIS DE DOCUMENTS FINANCIERS

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	CPE	Cameroon Publi-Expansion

4) SOCIETE DE DEVELOPPEMENT N'AYANT PAS TRANSMIS DE DOCUMENTS FINANCIERS

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	UNVDA	Upper Nun Valley Development Authority

III.

PRESENTATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES AU CAMEROUN

A.

**Entreprises Publiques conformes à la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut
Général des Entreprises Publiques**

1) SITUATION DU PERSONNEL

NUM	SIGLE	CAPITAL SOCIAL (en millions de FCFA)	CONTRÔLE	CADRE	AGENT DE MAITRISE	AGENT OU OUVRIER	TOTAL
1	ADC	436					
2	ALUBASSA	464	100	4	12	56	72
3	ALUCAM	43 644	52,28	38	123	200	361
4	ANAFOR	263 260	100	15	60	36	111
5	AYABA HOTEL	4 035	100	2	7	50	59
6	CAMPOST	1 000	100	205	635	399	1239
7	CAMTEL	67900	100	1173	1329	624	3126
8	CAMWATER	1000	100	161	88	39	288
9	CDC	35719	100	270	679	19 653	20602
10	CHC.SA	22309	67	23	58	188	269
11	CICAM	6360	100	34	127	697	858
12	CNIC	800	100	65	171	533	769
13	EDC	15000	100	43	100	37	180
14	LABOGENIE	3538	100	88	149	99	336
15	PAD	9500	100	341	349	296	986
16	BC-PME	10000	100	28	31	9	68
17	SCDP	16800	51	84	104	235	423
18	SGHC	963	93,14	10	34	109	153
19	SHNC	2414	92,35	7	15	88	110
20	SIC	10000	86	30	100	153	283
21	SODECOTON	23643	59	92	292	1505	1889
22	SODEPA	834	100	16	48	483	547
23	SOHLI	3500	100	9	34	80	123
24	SONARA	23000	80,29	216	328	238	782
25	SOPECAM	2565	100	210	86	134	430
26	TRADEX	5036	54	58	36	12	106

2) SITUATION FINANCIERE

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	CAPITAL SOCIAL	IMMOBILISATIONS			REPORT A NOUVEAU			PROVISIONS FINANCIERES POUR RISQUE ET CHARGE			CAPITAUX PROPRES			RESULTAT APRES IMPOT		
			2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
1	ADC	436		21 012	35 958		2 693	4 772		11 988	20 895		11 243	10 702		2 079	459
2	ALUBASSA	464	798	840	907	932	1 036	1 087	178	135	52	1 945	2 019	1 990	300	234	130
3	ALUCAM	43 644	48 001	44 759	49 613	-17 489	-26 001	-36 099	3 558	3 762	4 116	21 498	11 399	19 177	-8 512	-10 099	-1 870
4	ANAFOR	2 633	1 680	610	710	-570	-555	-1 556				2 171	1 794	1 441	17	-1 001	-279
5	AYABA HOTEL	4 035	349	625	637	-4 164	-4 149	-4 135	0	0	0	-114	173	179	15	14	7
6	CAMPOST	1 000	69 445	63 501	62 262	-57 004	-59 908	-68 965		1 610	1 610	-52 599	53 871	-65 846		-1 271	-4 190
7	CAMTEL	67 904	206 010	288 627	476 481	-57 634	-60 733	-53 851	4 466	1 968	2 813	96 681	112 765	117 358	3 783	3 011	5 247
8	CAMWATER	6 500	394 447	488 480	575 466	250	274	285	8 143	4 230	4 694	258 642	291 613	302 857	808	349	648
9	CDC	4 625	106 106	103 456	104 222	5 693	284	-102 529	9 789	9 786	10 895	43 895	33 447	23 430	-5 409	-10 537	-12 151
10	CHC.SA	22 309	16 812	16 051	15 695	1 195	1 338	1 500	1 134	1 545	1 962	24 144	24 376	24 833	431	478	725
11	CICAM	6 360	8 629	8 050	7 591	-7 051	-7 289	-7 703	331	311	364	1 717	1 303	1 962	-239	-414	-805
12	CNIC	15 000	77 232	77 521	78 901	-27 847	-28 647	-33 170	13 821	12 638	12 638	-1 496	-6 017	-7 444	-800	-4 375	-1 427
13	EDC	15 000	699	894	689	-10 353	-138 749	-17 732	95	0	0	8 996	5 046	7 318	-3 522	-2 857	761
14	LABOGENIE	3 538	1 465	1 678	2 038	346	496	753	71	144	221	4 350	4 595	5 474	211	285	293
15	PAD	30 576	41 335	48 121	5 742	5 741	6 151	6 236	2 484	3 564	2 544	33 171	42004	41365	3 311	745	940
16	BC-PME	10 000		1 759	1 537						20		7 403	8 219		-1 456	-1 750
17	SCDP	16 800	29 307	33 374	35 133	0	0	0	2 592	2 960	3 446	31 315	31 747	31 227	1 286	818	5
18	SGHC	963		1 909	1 833	0	765	789		309	306		2 058	2 050		218	142
19	SHNC	2 414	2 614	2 582	2 531	-6 056	-6 256	-6 161	105	135	153	-836	-740	-878	-200	-95	-138
20	SIC	1 000	100 986	94 828	97 568	9 128	10 361	8 236	799	451	761	10 835	98 680	94 253	1 233	-2 124	-4 400
21	SODECOTON	23 643	29 341	27 781	25 719	8 433	-2 650	-21 533	507	494	160	25 430	6 509	-956	-11 082	-18 884	-7 465
22	SODEPA	834	2 158	3 027	3 266	489	665	436	220	137	137	4 287	4 634	4 839	177	80	-582

23	SOHLI	3 500		3 174	3 333	1 126	1 144	1 377	0	0	0	5 006	5 510	5 694	108	584	476
N°	SIGLE	CAPITAL SOCIAL	IMMOBILISATIONS			REPORT A NOUVEAU			PROVISIONS FINANCIERES POUR RISQUE ET CHARGE			CAPITAUX PROPRES			RESULTAT APRES IMPOT		
			2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
24	SONARA	32 540	440 272	471 553	428 024	14 662	-39 438	-91 475	27 690	26 615	15 763	-5 579	-49 576	-79 100	-54 100	-52 037	-31 024
25	SOPECAM	2 565	9 725	9 622	10 109	3 172	3 200	3 516	294	242	264	12 213	13 735	13 867	28 081	317	17
26	TRADEX	5 036		30 773	32 401		1 004	147		285	1 163		45 476	50 145		2 055	7 481

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	CHIFFRE D'AFFAIRES			VALEUR AJOUTEE			CHARGES DE PERSONNEL			CHARGES D'EXPLOITATION			RESULTAT D'EXPLOITATION			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	ADC		25214	32466		12294	21227		7595	8229		28475	35732		7453	1726		6805	11947
2	ALUBASSA	2569	2595	2252	1140	694	683	513	492	473	2226	2768	2055	538	356	173		420	193
3	ALUCAM	98005	110 389	102 580	11 649	9 480	19 646	7 884	7 697	7 013	113 774	123 704	107 962	-6 732	-6 285	2 951	-5 969	167	
4	ANAFOR	36	59	129	463	455	271	477	457	488	1 419	1073	1018	-178	-128	-316	182		
5	AYABA HOTEL	335	316	319	139	122	126	101	89	96	310	295	305	25	21	14		33	
6	CAMPOST	3 860	3 778	3 626	-3 844	-808	852	5 043	11 842	7 822	4 609	5 584	5 047	-10 208	-7 990	-4 195	-2 086	10 719	
7	CAMTEL		91214	92037		55383	52812		27071	25726		91457	87508		7549	8888		28790	25007
8	CAMWATER	15878	13351	13907	6179	770	7824	2431	2663	3118	19518	20770	15072	-584	-2475	1737	9710	3515	5481
9	CDC	54444	58 249	60 139		21 136	15 387	24 854	26 424	27 485	72 730	76 444	83 518	68 511	9 208	11 721		8448	5045
10	CHC.SA	10296	10 238	11 271	5 174	5 137	5 622	1 910	2 001	2 150	10 002	10332	10966	1 450	1 324	1 697	2 451	2 509	2 451
11	CICAM	14038	15 874	15 424	4 222	4 394	4 175	3 457	3 304	3 420	15 366	16 082	15 184	269	352	-123		308	
12	CNIC	13554	10 046	7 817	6 862	-575	3 486	6 542	6 017	5 038	21 262	24 362	9 369	-356	-3 379	-1 221		3 689	
13	EDC	0	0	4 944	-2 123	-1 669	3 581	1 252	1 589	1 587	3 737	3 682	3 356	-3 522	-3 384	1 854	-3 343	-3 687	936
14	LABOGENIE	4811	4504	5670	2208	2368	2887	1471	1420	1878	4936	4832	5240	365	446	480	694	793	843
15	PAD	39872	41234	41780	29392	18553	16836	11062	13471	14320	37808	46946	47478	-5808	-1285	-2648		4380	2512
16	BC-PME		74	520			-176												
17	SCDP	16256	15 772	16 065	8 412	7 830	6 952	3 095	3 607	3 496	13 889	14 577	16 093	3 417	2 555	1 711		4 252	
18	SGHC		3 460	3 794		1 690	1 661		1 015	1 038		3 364	3 920		419	233			828
19	SHNC	1007	1 067	959	479	446	372	308	301	329	1 197	1087	1102	-180	-7	-115	162	131	
20	SIC	5986	3 184	2 843	-5 345	3 285	2 084	1826	1880	2274	18426	11791	8072	-3 788	-2 221	-4 380	4 914	1471	-241
21	SODECOTON	100177	121 434	107 078	8 954	1 970	2 957	11 506	11 774	12 463	124 348	142 958	128 752	-6 179	-13 499	-1 802	6 370	13 553	3 168
22	SODEPA	1512	1 491	1 316	999	742	623	1 092	1 059	762	2 585	2 477	2 203	80	-141	-581	-26	-33	-140
23	SOHLI	3913	4 030	4 110	1 866	2 042	1 936		658	749		3152	3466	814	584	476	1152	1 152	1 211

N°	SIGLE	CHIFFRE D'AFFAIRES			VALEUR AJOUTEE			CHARGES DE PERSONNEL			CHARGES D'EXPLOITATION			RESULTAT D'EXPLOITATION			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
24	SONARA	817010	585 082	510 159	-354	6566	272	10624	11 129	12 438	832 466	596792	590 746	-10 693	-1225	-3693		-31 496	-33 304
25	SOPECAM	6050	6965	6 914	2 150	3477	3 577	2 269	2187	2 180	7 998	7464	8 025	-883	465	181	1021	1141	
26	TRADEX		251795	234 729		11 561	15 644		2 016	2 204		248 021	225 938		6130	13 268		7 604	11 786

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	DIVIDENDES VERSES A L'ETAT			SUBVENTIONS EFFECTIVEMENT RECUES			CREANCES SUR L'ETAT		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	ADC				600		5000			8
2	ALUBASSA									
3	ALUCAM									
4	ANAFOR			0		808	545			0
5	AYABA HOTEL									
6	CAMPOST							4099	4 074	
7	CAMTEL	0		0	3507	16580	15925	5220	7352	12093
8	CAMWATER	0		0	75561	112943	130365	220122	24565	0
9	CDC	0		0	34	5638	7772	1558	2801	1842
10	CHC.SA			268			0			0
11	CICAM			0			0		516	0
12	CNIC	0		0	216		6406	0	3	0
13	EDC				60	11789	11789		1284	
14	LABOGENIE					0	585			
15	PAD	1000		600	3692	1 644	644	16404		17632
16	BC-PME									
17	SCDP	1000	385		0	0		2041	1915	
18	SGHC									
19	SHNC									
20	SIC	0			680	649	623	348	629	146
21	SODECOTON	0		0	477		356	5428		6913
22	SODEPA			0			4421			0
23	SOHLI									
24	SONARA	0		0	0	0	0	0	199605	21371
25	SOPECAM	935			988	7654	8069	1167	986	0
26	TRADEX									

Les différentes subventions à reporter dans les états financiers des entreprises susmentionnées sont normalement constituées des subventions d'investissement (crédits de réhabilitation et/ou BIP) et des subventions d'exploitation. Toutefois, certaines entreprises intègrent dans le poste subventions, les paiements effectués par l'Etat au titre des prestations fournies à l'Etat et pour d'autres au titre des subventions d'exploitation et d'investissement. Ces différents cas s'illustrent au niveau du montant des subventions reçues par CAMTEL, CAMWATER, CDC, CNIC, EDC, SODEPA, SIC et SOPECAM.

Par ailleurs, certaines créances sur l'Etat portent principalement sur l'exécution et la prise en charge des missions de service public par les Entreprises Publiques. C'est le cas du PAD et de la SODECOTON.

3) SITUATION DES DETTES

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	DETTE FINANCIERE			DETTE FOURNISSEURS			DETTE FISCALE			DETTE SOCIALE			AUTRES DETTES		
		2014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
1	ADC		12 041	32 645		1 531	1 557		1 444	848		943	1 037		714	629
2	ALLUBASSA	178	135	52	172	139	94	247	74	37	104	42	61	-	153	121
3	ALUCAM	15 358	11 562	10 002	28 728	31 783	24 653	2 092	2 010	6 296	838	1 496	1 295	1 410	1 486	1 372
4	ANAFOR	-	-	-	94	65	155	5	5	24		75	63	128	32	36
5	AYABA HOTEL	-	-	-	5	11	13	494	498	509	68	86	84	-	35	109
6	CAMPOST		35 181	-		4 007	4 734		3 475	-		5 830	-			
7	CAMTEL	198 797	261 294	462 279	24 175	34 905	41 132	48 886	114 072	64 171	10 999	14 154	20 805	9 363	5 371	2 784
8	CAMWATER	172 828	220 207	272 265	15 376	7 262	10 912	6 950	10 337	13 756	458	471	475	536	814	
9	CDC	48 152	53 432	51 124	8 758	9 094	10 925	9 119	1 890	3 318	1 881	4 890	8 444	4 690	4 288	2 481
10	CHC.SA	1 157	1 573	2 023	1 094	1 468	1 348	1 284	905	1 134	36	36	52	77	289	351
11	CICAM	2 495	2 279	2 085	4 268	4 401	4 278	1 841	1 683	1 436	1 746	2 053	1 474	5 168	5 436	4 621
12	CNIC	46 637	54 716	54 716	12 767	11 882	13 104	2 521	3 392	3 606	2 199	2 924	2 916	33 514	36 583	36 777
13	EDC	123 415	127 332	127 332	434	550	1 058	594	795	1 870	357	486	377	1 088	2 168	2 846
14	LABOGENIE	71	151	228	528	720	1 102	527	1 214	1 356	464	327	403	1 154	1 440	1 403
15	PAD	53 322	48 866	45 804	20 362	15 534	23 096	8 317	6 561	7 210	289	137	82	20 685	16 891	18 829
16	BC-PME		-	-		-	414		-	-		-	-			
17	SCDP	2 842	6 835	6 196	3 916	4 172	5 553	12 504	13 954	10 686	59	111	144	3 353	1 747	1 727
18	SGHC		-	-		494	448		1 413	1 672		52	66		1 023	1 469
19	SHNC	1 056	1 042	1 024	65	67	80	914	894	943	153	143	140	2 629	2 629	2 759
20	SIC	2 023	3 358	4 656	470	707	667	2 490	3 176	3 218	721	691	641	9 862	9 643	9 659
21	SODECOTON	5 031	4 302	19 184	18 030	23 711	19 358	2 981	810	716	473	631	2 991	87 076	79 255	71 589
22	SODEPA	234	151	151	323	107	262	562	137	137	119	566	587	9	104	14
23	SOHLI	616	423	273	508	448	729	557	769	859	12	11	30	694	693	689

N°	SIGLE	DETTE FINANCIERE			FOURNISSEURS			DETTE FISCALE			DETTE SOCIALE			AUTRES DETTES		
		2014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
24	SONARA	96 668	102 828	113 800	536 262	377 770	263 472	191 343	303 815	297 012	2 311	1 782	2 074	32 487	31 608	44 796
25	SOPECAM	361	242	264	3 263	3 953	4 576	767	785	1 075	935	1 189	1 210			1
26	TRADEX		5 923	6 961		38 701	44 771		1 195	778		141	189		11 149	9 129
TOTAL		771 241	953 873	1 213 064	679 598	573 482	478 491	294 995	475 303	422 667	4 222	3 771	44 345	212 513	212 064	212 819

**A. ORGANISMES PUBLICS DONT LES STATUTS NE SONT PAS CONFORMES A LA LOI N°2017/011 DU 12
JUILLET 2017 PORTANT STATUT GENERAL DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

1) SITUATION DU PERSONNEL

N°	SIGLE	CAPITAL SOCIAL (en millions)	CONTRÔLE	CADRE	AGENT DE MAITRISE	AGENT OU OUVRIER	TOTAL
1	SNI	26 135	100	28	26	26	80
2	SRC	2 000	100	51	31	33	115
3	CRTV	2 300	100	837	794	256	1887
4	IN	4 260	100	17	172	193	382
5	MAETUR	1 500	100	41	59	37	137
6	MAGZI	135	100	21	54	45	120
7	MIDEPECAM	637	100	3	4	13	20
8	UTAVA	450	100	5	10	11	26
9	SNH	8 000	100	135	123	72	330
10	LANAVET	1 850	100	23	38	51	112

2) SITUATION FINANCIERE

(en millions de FCFA)

NUM	SIGLE	CAPITAL SOCIAL	IMMOBILISATIONS			REPORT A NOUVEAU			PROVISIONS FINANCIERES POUR RISQUE ET CHARGE			CAPITAUX PROPRES			RESULTAT APRES IMPOT		
			2014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
1	SNI	26 135	43 133	54 623	62 213	13 477	14 457	15 229	176	176	176	56 143	68 897	77 865	1 089	859	983
2	SRC	2 000	2156	2 162	1 481	2428	3 341	3 368		1 621	1 281		6997	7 024	913	27	-593
3	CRTV	2 300	5 774	6 970	5 917	-12 930	-13 556	-10 558	1 117	1 151	1 656	-1 699	1 202	-4 816	-625	2 995	-5 874
4	IN	4 260	3671	3 201	2804	-2103	-2599	-2599	0	64	64		2 182	1298		-329	-611
5	MAETUR	1 500		2 361	2 237		-3 148	-3 099		1 451	2 718	2404	1 027	350	-495	49	74
6	MAGZI	135	4 389	5 976	6 437	-2 592	-2 478	-2 406	66	64	62	4 002	4 413	6 153	113	73	493
7	MIDEPECAM	637	145	290	318	-845	-914	-989	0	0	0	103	196	739	-69	-75	10
8	UTAVA	230	219	89	886	-519	-494	-344	37	32	37	-99	-59	-473	24	150	-415
9	SNH	8 000	62 801	58 871	55 346	0	0	0	336	260	346	198 559	200 125	199 635	17 102	8 277	5 337
10	LANAVET	5007	301	442	668	-2328	-2 578	-3 351	0	427	427	2584	1 794	2 385	-250	-773	-294

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	CHIFFRE D'AFFAIRES			VALEUR AJOUTEE			CHARGES DE PERSONNEL			CHARGES D'EXPLOITATION			RESULTAT D'EXPLOITATION			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	SNI	5090	4 631	5 078	4 131	3 728	4 177	1 295	1 457	1 338	4 079	4 066	3 885	1 204	565	1 194			
2	SRC	1998	2 139	1 758		1 380	933	1068	531	653		2078	1148	-109	61	610		0	0
3	CRTV	2377	2 530	1 944	9 729	12 931	10 089	9 845	10 883	12 974	19 051	21 704	26 521	-298	5 704	-7 110		-2 113	-1 299
4	IN	3128	2545	2047	1673	1742	1177	1786	1672	1400	4084	3803	3233	-420	-369	-702	-225	-225	-3337
5	MAETUR		2 244	3 532		2 348	2 598		1 255	1 196		5 543	6 626		-27	368		0	0
6	MAGZI	1560	1 870	2 111	871	1 113	657	621	635	582	1 837	2 208	2 932	-68	-227	-164			
7	MIDEPECAM	32	65	70	-39	-41	39	26	30	30	123	230	208	-91	-115	-30	66	0	0
8	UTAVA	728	884	604	466	601	-51	278	283	279	1020	1107	1018	75	146	-399		265	-359
9	SNH	21225	16 130	8 868	8 521	8 301	4 653	6 912	7 094	7 721	42 018	27 782	23 815	-10 564	-6 344	-8 811	30972	17 408	13153
10	LANAVET	1027	991	956	209	73	153	373	394	381	1532	2010	1640	-325	-762	-323	-187	-751	-272

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	DIVIDENDES VERSEES A L'ETAT			SUBVENTIONS EFFECTIVEMENT RECUES			CREANCES SUR L'ETAT		
		2 014	2 015	2 016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	SNI									
2	SRC									
3	CRTV				24614	29029	25 972		3	
4	IN									
5	MAETUR									
6	MAGZI	419	455	0	2739	411	7930	40	102	23
7	MIDEPECAM									
8	UTAVA									
9	SNH									
10	LANAVET			0			297			425

3) SITUATION DES DETTES

(en millions FCFA)

N	SIGLE	DETTE FINANCIERE			DETTE FOURNISSEURS			PROVISIONS FINANCIERES POUR RISQUE ET CHARGE			DETTE FISCALE			DETTE SOCIALE			AUTRES DETTES		
		2014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
1	SNI	2298	2298	2298	643	766	691	176	176	176	44	69	76	20	103	125	3816	3405	3673
2	SRC		979	979		37	82		1621	1281		74	28		13	0		495	680
3	CRTV	689	1656	1151	9486	11390	12675	1117	1656	1151	1411	1429	2232	2428	2307	3208	624		
4	IN		64	64		2640	3514		64	64		3033	3138		2048	2274		0	0
5	MAETUR		7066	7913		2997	1690		1451	2718		436	864		83	37		4895	5536
6	MAGZI	3432	3974	3999	53	53	20	66	64	62	634	795	900	4	5	6	8	18	4
7	MIDEPECAM	0	0	0	44	40	20	0	0	0	53	59	60	149	143	143	115	107	305
8	UTAVA	94	32	37	49	26	133	37	32	35	349	418	404	81	79	26	12	1394	1696
9	SNH				905	523	522	336	260	346	13518	5212	1810	154	167	447	1141	461	314
10	LANAVET		0	0		32	143		427	427		86	77		42	27			
TOTAL		6 513	17 696	17 063	11 180	18 504	19 490	1 732	5 719	6 162	16 009	11 611	9 589	2 836	4 990	3 303	5 716	1 775	1 208

IV. PRESENTATION DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA PARTICIPATION PUBLIQUE EST MINORITAIRE

A. GEOGRAPHIE DU CAPITAL

N°	SIGLE	DENOMINATION	% du capital			
			ETAT	ENTITES PUBLIQUES	Privés	TOTAL
1	ACEP S.A	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée au Cameroun		15	85	100
2	BICEC	Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit	17,5		82,5	100
3	CAMRAIL S.A	Cameroon Railway Corporation	13,53		86,47	100
4	CAMSHIP	Cameroon Shipping Lines	5,27	7,07	87,66	100
5	CAMSHIP CIC	Cameroon Shipping Lines Investment Corporation	5,07	15,06	79,87	100
6	CIMENCAM	Les Cimenteries du Cameroun		43,08	56,92	100
7	CLGG SA	Consignations et Logistiques du Golfe du Guinée	8		92	100
8	COT S.A	Cameroon Oil Terminal S.A		44	56	100
9	COTCO	Cameroon Oil Transportation Company		5,17	94,83	100
10	DPDC SA	Dibamba Power Development Corporation	44		56	100
11	DSX	Douala Stock Exchange	0	23	77	100
12	ECAM PLACAGES SA	Compagnie d'Exploitation Industrielle des Bois du Cameroun	0	30	70	100
13	EDEATECH	Technopole du Cameroun	5	30	65	100
14	ENEO	The Energy of Cameroon	44		56	100
15	HEVECAM	Hévéa Cameroun S.A	10		90	100
16	KPDC SA	Kribi Power Development Corporation	44		56	100
17	MAISCAM SA	Société Camerounaise de Maïserie		11,48	88,52	100
18	PECTEN CAM	PECTEN CAMEROON S.A		20	80	100
19	PERENCO CAMEROON S.A	PERENCO CAMEROON S.A		20	80	100
20	PMUC	Pari Mutuel Urbain Camerounais	15		85	100
21	SABC	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun		10	90	100
22	SAFACAM	Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun	20	11	69	100
23	SCB CAMEROUN	Société Commerciale de Banque Cameroun	49		51	100

24	SEMC	Société des Eaux Minérales du Cameroun		17,48	82,52	100
25	SG - CAMEROUN	Société Générale Cameroun		25,6	74,4	100
26	SHE	Société Hôtelière de l'Est		23,8	76,2	100
27	SIC CACAO SA	Société Industrielle Camerounaise du Cacao		15,03	84,97	100
28	SOCAPALM	Société Camerounaise du Palmier à Huile	22,36		77,64	100
29	SOCATRAL	Société Camerounaise de Transformation de l'Aluminium	30,13		69,87	100
30	SOCAVER	Société Camerounaise de Verrerie		20,16	79,84	100
31	SOSUCAM	Société Sucrière du Cameroun	15,02	6,47	78,51	100
32	SPM MBANGA	Société des Plantations de Mbanga		12,5	87,5	100
33	TOTAL EP S.A	Exploration et Production Cameroun		20	80	100

B. ENTREPRISES N'AYANT PAS TRANSMIS DE DOCUMENTS FINANCIERS

N°	SIGLE	DENOMINATION
1	CAMSHIP	Cameroon Shipping Lines
2	CAMSHIP CIC	Cameroon Shipping Lines Investment Corporation
3	EDEATECH	Technopole du Cameroun
4	PECTEN CAM	PECTEN CAMEROON S.A
5	SHE	Société Hotelière de l'Est
6	SPM MBANGA	Société des Plantations de Mbanga
7	TOTAL EP S.A	Exploration et Production Cameroun

C. SITUATION FINANCIERE

(en millions de FCFA)

N	SIGLE	CAPITAL SOCIAL	CHIFFRE D'AFFAIRES		VALEUR AJOUTEE		IMMOBILISATIONS		CAPITAUX PROPRES		RESULTAT APRES IMPOT		DIVIDENDES VERSEES A L'ETAT	
			2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016
1	ACEP	1440	5 370	568	-	-	1 121	1 006	3 829	4 026	707	560	74	-
2	BICEC	12 000	-	58 354	-	45 755	-	-	-	-	-	26 878	-	-
3	CAMRAIL SA	15 315	56 670	49 533	-	-	191 751	193 501	50 308	40 206	2 109	- 9 070	104	
4	CIMENCAM	14 500	67 228	61 822	-	-	43 228	39 752	38 506	38 829	1 686	1 391	-	-
5	CLGG SA	540	1 441	1 498	-	-	2 943	2 669	1 446	497	- 118	- 949	-	-
6	COT S.A (USD)	10 000	72 161	73 571	53 102	67 421	96 609	81 859	81 173	86 823	14 152	25 646	-	-
7	COTCO	67 855	138 054	120 022	85 458	78 169	118 663	100 451	170 932	159 874	34 296	29 357	-	-
8	DPDC SA	124 945	16 950	16 589	-	-	41 874	39 366	19 545	21 753	4 743	5 208	-	1 102
9	DSX	1 741	287	454	-	-	1 145	1 036	1 601	1 741	- 66	100	-	-
10	ECAM PLACAGES SA	1 971	3 649	3 726	-	-	954	793	1 682	1 584	- 384	- 98	-	-
11	ENEO	47 149	283 166	285 231	47 282	72 918	472 635	505 906	209 905	236 473	- 22 743	2 529	-	-
12	HEVECAM	15 748	9 774	6 248	9 787	8 066	62 146	65 131	71 315	66 859	-4 506	- 4 457	-	-
13	KPDC SA	13 640	56 890	54 287	-	-	158	152 883	16 301	27 897	9 941	11 596	-	-
14	MAISCAM SA	1 500	4 901	3 879	-	-	2 515	2 386	4 345	4 064	172	- 132	-	-
15	PERENCO (USD)	109	61 504	49 879	59 754	51 056	151 970	192 919	145 419	145 873	4 392	- 2 216	-	-
16	PMUC	200	13 564	14 218	4 422	5 305	6 804	6 409	4 391	3 918	- 402	- 323	-	-
17	SABC	57 364	350 019	338 200	82 490	83 283	199 708	187 863	136 005	29 179	18 886	13 251	-	-
18	SAFACAM	1 020	10 893	14 933	-	-	22 945	24 638	21 694	20 784	1 807	716	-	182
19	SCB CAMEROUN	6 000	47 128	51 348	32 278	37 085	45 501	44 220	33 088	33 320	10 318	12 692	4 762	4 416
20	SEMC	1 925	9 622	9 356	2 563	2 578	9 481	8 661	2 824	2 354	164	- 316	-	-
N	SIGLE	CAPITAL SOCIAL	CHIFFRE D'AFFAIRES		VALEUR AJOUTEE		IMMOBILISATIONS		CAPITAUX PROPRES		RESULTAT APRES IMPOT		DIVIDENDES VERSEES A L'ETAT	
			2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016	2 015	2 016

21	SG - CAMEROUN	12 500	616 857	86 053	-	-	83 479	95 143	71 041	56 949	14 534	9 724	-	2 489
22	SIC CACAO SA	6 885	49 795	52 825	-	-	16 097	17 611	8 225	8 601	436	748	-	84
23	SOCAPALM	45 700	51 062	47 273	-	-	76 704	73 924	66 673	65 601	6 499	5 111	-	-
24	SOCATRAL	1 787	39 086	32 357	-	-	9 148	11 816	15 095	15 915	1 876	1 604	-	-
25	SOCAVER	4 553	15 466	22 465	5 975	7 233	13 650	16 113	17 042	18 233	2 503	2 921	-	-
26	SOSUCAM	27 531	67 983	53 210	19 634	16 962	4 955	-	61 784	64 213	1 602	2 429	-	-

V.

**ANALYSE DES ENTREPRISES PUBLIQUES PRESENTANT DES
RISQUES BUDGETAIRES POUR L'ETAT**

A.

MÉTHODE D'ANALYSE

Conformément aux dispositions de l'article 45 de la directive n°01/11-UEAC-190-CM-22 relative aux lois de Finances, une annexe relative au rapport identifiant et évaluant les principaux risques budgétaires doit être élaborée.

Ce faisant, sur un portefeuille composé de 51 Entreprises Publiques, et de 34 entreprises privées selon l'énumération effectuée dans le cadre du présent *Livre Vert*, l'on dispose des informations financières issues des Etats financiers de synthèse et des Déclarations Statistiques et Fiscales de 37 Entreprises Publiques (sociétés de développement et EPIC inclus) et de 26 entreprises privées où la participation publique de l'Etat est minoritaire.

L'analyse a été effectuée sur une période triennale. La sélection des Entreprises Publiques présentant un niveau de risque anormal s'est effectuée principalement à partir du calcul du ratio de défaillance (capitaux propres/capital social). En effet, une entreprise est jugée défaillante, lorsque son ratio de défaillance est inférieur à un (01). Ainsi, la catégorisation des entreprises s'est déclinée de la manière suivante :

- Ratio de défaillance inférieur à 0,5 : entreprise fortement déficitaire ;
- Ratio de défaillance compris entre 0,5 et 0,99 ou supérieur à 1 avec un résultat net est négatif : entreprise déficitaire ;
- Ratio de défaillance compris entre 1 et 9 et le résultat net est positif : entreprise excédentaire ;
- Ratio de défaillance supérieur à 9 et le résultat net est positif : entreprise fortement excédentaire.

Par ailleurs, les ratios d'endettement global (endettement financier/total bilan), de marge d'exploitation (Résultat d'Exploitation/Chiffre d'affaires HT), de main d'œuvre directe (Charges de personnel/ Résultat d'exploitation) et de poids de la main d'œuvre dans l'exploitation (Charges de personnel/ chiffre d'affaires) ainsi que l'évolution des résultats nets ont été précisés dans le but de confirmer les entreprises défaillantes et excédentaires identifiées.

Etant entendu que la responsabilité de l'Etat intervient principalement auprès des entreprises où la participation publique est majoritaire, les analyses ont porté principalement sur les Entreprises Publiques, ainsi que sur les EPIC et les sociétés de développement.

B.

RÉSULTATS DES ANALYSES

Tableau des ratios des entreprises publiques

N°	SIGLE	RATIO DE DEFAILLANCE			MARGE D'EXPLOITATION			TAUX D'ENDETTEMENT			MAIN D'ŒUVRE DIRECT			POIDS DE LA MAIN D'ŒUVRE		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	ADC	0	25,79	24,55	-	29,60%	5,30%	-	11,80%	26,30%	-	26,70%	23,00%	-	30,10%	25,30%
2	ALUBASSA	4,19	4,35	4,29	20,90%	13,70%	7,70%	19,20%	15,60%	12,90%	23,00%	17,80%	23,00%	20,00%	19,00%	21,00%
3	ALUCAM	0,49	0,26	0,44	-6,90%	-5,70%	2,90%	51,10%	51,90%	44,40%	6,90%	6,20%	6,50%	8,00%	7,00%	6,80%
4	ANAFOR	0,82	0,68	0,55	-494,40%	-216,90%	-245,00%	9,20%	9,00%	16,20%	33,60%	42,60%	47,90%	1325,00%	774,60%	378,30%
5	AYABA HOTEL	-0,03	0,04	0,04	7,50%	6,60%	4,40%	120,10%	78,20%	79,70%	32,60%	30,20%	31,50%	30,10%	28,20%	30,10%
6	CAMPOST	-52,6	-53,87	-65,85	-	-211,50%	-115,70%	0,00%	47,40%	-	-	212,10%	155,00%	-	313,40%	215,70%
7	CAMTEL	1,42	1,66	1,73	-	8,30%	9,70%	72,50%	77,80%	82,00%	-	29,60%	29,40%	-	29,70%	28,00%
8	CAMWATER	39,79	44,86	46,59	-3,70%	-18,50%	12,50%	41,20%	122,20%	151,90%	12,50%	12,80%	20,70%	15,30%	19,90%	22,40%
9	CDC	1,23	0,94	0,66	125,80%	15,80%	19,50%	50,00%	50,70%	52,80%	34,20%	34,60%	32,90%	45,70%	45,40%	45,70%
10	CHC.SA	1,08	1,09	1,11	14,10%	12,90%	15,10%	8,90%	9,10%	10,20%	19,10%	19,40%	19,60%	18,60%	19,50%	19,10%
11	CICAM	0,27	0,2	0,31	1,90%	2,20%	-0,80%	75,80%	74,80%	67,40%	22,50%	20,50%	22,50%	24,60%	20,80%	22,20%
12	CNIC	-0,1	-0,4	-0,5	-2,60%	-33,60%	-15,60%	83,80%	90,80%	92,30%	30,80%	24,70%	53,80%	48,30%	59,90%	64,40%
13	EDC	0,6	0,34	0,49	-	-	37,50%	95,80%	97,00%	94,80%	33,50%	43,20%	47,30%	-	-	32,10%
14	LABOGENIE	1,23	1,3	1,55	7,60%	9,90%	8,50%	51,40%	135,50%	41,70%	29,80%	29,40%	35,80%	30,60%	31,50%	33,10%
15	PAD	1,75	2,22	2,19	-14,60%	-3,10%	-6,30%	66,50%	63,90%	67,30%	29,30%	28,70%	30,20%	27,70%	32,70%	34,30%
16	BC-PME	0	0,74	0,82	-	0,00%	0,00%	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
17	SCDP	1,86	1,89	1,86	21,00%	16,20%	10,70%	37,20%	40,30%	36,90%	22,30%	24,70%	21,70%	19,00%	22,90%	21,80%
18	SGHC	0	2,14	2,13	-	12,10%	6,10%	-	44,60%	50,50%	-	30,20%	26,50%	-	29,30%	27,40%
19	SHNC	-0,35	-0,31	-0,36	-17,90%	-0,70%	-12,00%	117,70%	114,40%	116,50%	25,70%	27,70%	29,90%	30,60%	28,20%	34,30%
20	SIC	10,84	98,68	94,25	-63,30%	-69,80%	-154,10%	12,60%	14,70%	15,90%	9,90%	15,90%	28,20%	30,50%	59,00%	80,00%
21	SODECOTON	1,08	0,28	-0,04	-6,20%	-11,10%	-1,70%	70,40%	82,40%	81,70%	9,30%	8,20%	9,70%	11,50%	9,70%	11,60%
22	SODEPA	5,14	5,56	5,8	5,30%	-9,50%	-44,10%	18,50%	16,60%	16,50%	42,20%	42,80%	34,60%	72,20%	71,00%	57,90%
23	SOHLI	1,43	1,57	1,63	20,80%	14,50%	11,60%	32,30%	29,80%	31,20%	-	20,90%	21,60%	0,00%	16,30%	18,20%

N°	SIGLE	RATIO DE DEFAILLANCE			MARGE D'EXPLOITATION			TAUX D'ENDETTEMENT			MAIN D'ŒUVRE DIRECT			POIDS DE LA MAIN D'ŒUVRE		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
24	SONARA	-0,24	-2,16	-3,44	-1,30%	-0,20%	-0,70%	80,50%	87,00%	95,30%	1,30%	1,90%	2,10%	1,30%	1,90%	2,40%
25	SOPECAM	4,76	5,35	5,41	-14,60%	6,70%	2,60%	-	29,70%	32,30%	28,40%	29,30%	27,20%	37,50%	31,40%	31,50%
26	TRADEX	0	9,03	9,96	-	2,40%	5,70%	-	34,80%	33,80%	-	0,80%	1,00%	-	0,80%	0,90%

Tableau des ratios des établissements publics à caractère industriel et commercial

N°	SIGLE	RATIO DE DEFAILLANCE			MARGE D'EXPLOITATION			TAUX D'ENDETTEMENT			MAIN D'ŒUVRE DIRECT			POIDS DE LA MAIN D'ŒUVRE		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	SNI	2,15	2,64	2,98	23,7%	12,2%	23,5%	10,3%	8,4%	7,8%	31,7%	35,8%	34,4%	25,4%	31,5%	26,3%
2	SRC	0,00	3,50	3,51	-5,5%	2,9%	34,7%	-	-0,2%	5,7%	-	25,6%	56,9%	53,5%	24,8%	37,1%
3	CRTV	-0,74	0,52	-2,09	-12,5%	225,5%	-365,7%	104,2%	83,1%	113,6%	51,7%	50,1%	48,9%	414,2%	430,2%	667,4%
4	IN	0,00	0,51	0,30	-13,4%	-14,5%	-34,3%	0,0%	73,9%	83,0%	43,7%	44,0%	43,3%	57,1%	65,7%	68,4%
5	MAETUR	1,60	0,68	0,23	-	-1,2%	10,4%	-	72,7%	72,5%	-	22,6%	18,1%	-	55,9%	33,9%
6	MAGZI	29,64	32,69	45,58	-4,4%	-12,1%	-7,8%	74,9%	50,1%	43,5%	33,8%	28,8%	19,8%	39,8%	34,0%	27,6%
7	MIDEPECAM	0,16	0,31	1,16	-284,4%	-176,9%	-42,9%	-	63,9%	41,6%	21,1%	13,0%	14,4%	81,3%	46,2%	42,9%
8	UTAVA	-0,43	-0,26	-2,06	10,3%	16,5%	-66,1%	99,1%	99,0%	111,6%	27,3%	25,6%	27,4%	38,2%	32,0%	46,2%
9	SNH	24,82	25,02	24,95	-49,8%	-39,3%	-99,4%	7,2%	2,9%	1,4%	16,5%	25,5%	32,4%	32,6%	44,0%	87,1%
10	LANAVET	0,52	0,36	0,48	-31,6%	-76,9%	-33,8%	0,0%	-9,6%	-5,3%	24,3%	19,6%	23,2%	36,3%	39,8%	39,9%

C.

ANALYSE DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES EPIC PRÉSENTANT DES RISQUES BUDGÉTAIRES POUR L'ETAT

Au terme de la sélection, les dix-sept (17) entreprises publiques et EPIC présentés dans les tableaux ci-dessous, représentent 34% des entreprises sur lesquelles des informations financières sont disponibles, et présentent un niveau de risque anormal au regard de la baisse significative de leurs capitaux propres, des taux élevés de leur endettement et de l'étroitesse de leur marge d'exploitation.

1) Données financières des entreprises et EPIC présentant un niveau de risque anormal

Tableau1

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	CHIFFRE D'AFFAIRES			RESULTAT D'EXPLOITATION			RESULTAT NET		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2 014	2 015	2 016
1	ALUCAM	98005	110 389	102 580	-6 732	-6 285	2 951	-8 512	-10 099	-1 870
2	ANAFOR	36	59	129	-178	-128	-316	17	-1 001	-279
3	CAMPOST	3860	3 778	3 626	-10208	-7 990	-4 195		-1 271	-4 190
5	CDC	54444	58 249	60 139	68 511	9 208	11 721	-5 409	-10 537	-12 151
6	CICAM	14038	15 874	15 424	269	352	-123	-239	-414	-805
7	CNIC	13554	10 046	7 817	-356	-3 379	-1 221	-800	-4 375	-1 427
8	EDC	0	0	4 944	-3 522	-3 384	1 854	-3 522	-2 857	761
9	IN	3128	2545	2047	-420	-369	-702		-329	-611
10	LANAVET	1027	991	956	-325	-762	-323	-250	-773	-294
11	MAETUR		2 244	3 532		-27	368	-495	49	74
12	SHNC	1007	1 067	959	-180	-7	-115	-200	-95	-138
13	SODECOTON	100177	121 434	107 078	-6 179	-13 499	-1 802	-11 082	-18 884	-7 465
14	SONARA	817010	585 082	510 159	-10 693	-1225	-3693	-54 100	-52 037	-31 024
15	UTAVA	728	884	604	75	146	-399	24	150	-415
16	CRTV	2377	2 530	1 944	-298	5 704	-7 110	-625	2 995	-5 874
17	BC-PME		74	520					-1 456	-1 750

Tableau1 : (suite)**(en millions de FCFA)**

N°	SIGLE	CAPITAUX PROPRES			RESULTAT APRES IMPOT			DETTES		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	ALUCAM	21 498	11 399	19 177	-8 512	-10 099	-1 870	44 868	44 575	39 501
2	ANAFOR	2 171	1 794	1 441	17	-1 001	-278	227	177	278
3	AYABA HOTEL	-114	173	179	15	14	7	567	630	715
4	CAMPOST	-52 599	53 871	-65 846		-1 271	-4 190	0	48 493	4 734
5	CDC	43 895	33 447	23 430	-5 409	-10 537	-12 151	62 811	73 588	82 504
6	CICAM	1 717	1 303	1 962	-239	-414	-805	15 182	15 541	13 530
7	CNIC	-1 496	-6 017	-7 444	-800	-4 375	-1 427	79 122	96 839	93 702
8	EDC	8 996	5 046	7 318	-3 522	-2 857	761	125 793	131 333	133 489
9	BC PME									
10	SHNC	-836	-740	-878	-200	-95	-138	4 712	4 640	4 793
11	SODECOTON	25 430	6 509	-956	-11 082	-18 884	-7 465	113 084	108 255	97 826
12	SONARA	-5 579	-5 579	-52 394	-54 100	-54 099	-46 616	831 380	791 189	705 391
13	CRTV	-1 699	1 202	-4 816	-625	2 995	-5 874	0	15730	18573
14	LANAVET	2 584	1 794	2 679	-250	-773	-249	227	587	674
15	UTAVA	-193	-59	-474	24	150	-415	548	1 917	2 269
16	MAETUR		1 027	350		49	74	0	12 033	13 222
17	IN		2 182	-2 642		-329	0	9 274	7 723	3 401

2) Nature et volume des passifs conditionnels des entreprises publiques et EPIC

(en millions de FCFA)

		DETTE FINANCIERE			DETTE FOURNISSEURS			DETTE FISCALE			DETTE SOCIALE			AUTRES DETTES			TOTAL		
N°	SIGLE	2014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016	2 014	2 015	2 016
1	ADC		12 041	32 645		1 531	1 557		1 444	848		943	1 037		714	629	0	16 673	36 716
2	ALLUBASSA	178	135	52	172	139	94	247	74	37	104	42	61		153	121	701	543	365
3	ALUCAM	15 358	11 562	10 002	28 728	31 783	24 653	2 092	2 010	6 296	838	1 496	1 295	1 410	1 486	1 372	48426	48 337	43 618
4	ANAFOR				94	65	155	5	5	24		75	63	128	32	36	227	177	278
5	AYABA HOTEL				5	11	13	494	498	509	68	86	84		35	109	567	630	715
6	BC-PME						414										0	0	414
7	CAMPOST		35 181			4 007	4 734		3 475			5 830					0	48 493	4 734
8	CAMTEL	198 797	261 294	462 279	24 175	34 905	41 132	48 886	114 072	64 171	10 999	14 154	20 805	9 363	5 371	2 784	292220	429 796	591 171
9	CAMWATER	172 828	220 207	272 265	15 376	7 262	10 912	6 950	10 337	13 756	458	471	475	536	814		196148	239 091	297 408
10	CDC	48 152	53 432	51 124	8 758	9 094	10 925	9 119	1 890	3 318	1 881	4 890	8 444	4 690	4 288	2 481	72600	73 594	76 292
11	CHC.SA	1 157	1 573	2 023	1 094	1 468	1 348	1 284	905	1 134	36	36	52	77	289	351	3648	4 271	4 908
12	CICAM	2 495	2 279	2 085	4 268	4 401	4 278	1 841	1 683	1 436	1 746	2 053	1 474	5 168	5 436	4 621	15518	15 852	13 894
13	CNIC	46 637	54 716	54 716	12 767	11 882	13 104	2 521	3 392	3 606	2 199	2 924	2 916	33 514	36 583	36 777	97638	109 497	111 119
14	CRTV	689	1656	1151	9486	11390	12675	1411	1429	2232	2428	2307	3208	624			14638	16 782	19 266
15	EDC	123 415	127 332	127 332	434	550	1 058	594	795	1 870	357	486	377	1 088	2 168	2 846	125888	131 331	133 483
16	IN		64	64		2640	3514		3033	3138		2048	2274		0	0	0	7 785	8 990
17	LABOGENIE	71	151	228	528	720	1 102	527	1 214	1 356	464	327	403	1 154	1 440	1 403	2744	3 852	4 492
18	LANAVET		0	0		32	143		86	77		42	27				0	160	247
19	MAETUR		7066	7913		2997	1690		436	864		83	37		4895	5536	0	15 477	16 040
20	MAGZI	3432	3974	3999	53	53	20	634	795	900	4	5	6	8	18	4	4131	4 845	4 929
21	MIDEPECAM	0	0	0	44	40	20	53	59	60	149	143	143	115	107	305	361	349	528
22	PAD	53 322	48 866	45 804	20 362	15 534	23 096	8 317	6 561	7 210	289	137	82	20 685	16 891	18 829	102975	87 989	95 021
23	SCDP	2 842	6 835	6 196	3 916	4 172	5 553	12 504	13 954	10 686	59	111	144	3 353	1 747	1 727	22674	26 819	24 306
24	SGHC					494	448		1 413	1 672		52	66		1 023	1 469	0	2 982	3 655
25	SHNC	1 056	1 042	1 024	65	67	80	914	894	943	153	143	140	2 629	2 629	2 759	4817	4 775	4 946
26	SIC	2 023	3 358	4 656	470	707	667	2 490	3 176	3 218	721	691	641	9 862	9 643	9 659	15566	17 575	18 841
27	SNH				905	523	522	13518	5212	1810	154	167	447	1141	461	314	15718	6 363	3 093
28	SNI	2298	2298	2298	643	766	691	44	69	76	20	103	125	3816	3405	3673	6821	6 641	6 863
29	SODECOTON	5 031	4 302	19 184	18 030	23 711	19 358	2 981	810	716	473	631	2 991	87 076	79 255	71 589	113591	108 709	113 838
30	SODEPA	234	151	151	323	107	262	562	137	137	119	566	587	9	104	14	1247	1 065	1 151
31	SOHLI	616	423	273	508	448	729	557	769	859	12	11	30	694	693	689	2387	2 344	2 580
32	SONARA	96 668	102 828	113 800	536 262	377 770	263 472	191 343	303 815	297 012	2 311	1 782	2 074	32 487	31 608	44 796	859071	817 803	721 154
33	SOPECAM	361	242	264	3 263	3 953	4 576	767	785	1 075	935	1 189	1 210			1	5326	6 169	7 126
34	SRC		979	979		37	82		74	28		13	0		495	680	0	1 598	1 769
35	TRADEX		5 923	6 961		38 701	44 771		1 195	778		141	189		11 149	9 129	0	57 109	61 828
36	UTAVA	94	32	37	49	26	133	349	418	404	81	79	26	12	1394	1696	585	1 949	2 296
	TOTAL	777 754	969 942	1 229 505	690 778	591 986	497 981	311 004	486 914	432 256	27 058	44 257	51 933	219 639	224 326	226 399	2026233	2 317 425	2 438 074

L'ensemble des dettes financières, fiscales, sociales et autres dettes des entreprises publiques analysées est évalué à FCFA 2 438 milliards au 31 décembre 2016. Les provisions pour risque et charge quant à elles sont évaluées à FCFA 91 milliards. Ces dettes et provisions constituent un risque budgétaire pour l'Etat à hauteur de FCFA 2 529 milliards.

Il convient de relever que les dettes financières des entreprises publiques au 31 décembre 2016, qui constituent des passifs latents pour l'Etat, s'élèvent à **FCFA 1 230 milliards**, tandis que les dettes fiscales sont estimées à **FCFA 432 milliards** et les dettes sociales à **FCFA 52 milliards**.

3) Nature et volume des passifs conditionnels des entreprises publiques présentant un risque budgétaire pour l'Etat, ventilés par exercice

Tableau 1 : Exercice 2014

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	DETTE FINANCIERE	DETTE FOURNISSEURS	DETTE FISCALE	DETTE SOCIALE	AUTRES DETTES	TOTAL
1	ALUCAM	11 800	28 728	2 092	838	1 410	44 868
2	ANAFOR	0	94	5		128	227
3	CAMPOST	32 874	4 185	3	5		37 067
4	CAMTAINER						0
5	CDC	38 363	8 758	9 119	1 881	4 690	62 811
6	CICAM	2 159	4 268	1 841	1 746	5 168	15 182
7	CNIC	28 120	12 767	2 522	2 199	33 514	79 122
8	EDC	123 320	434	594	357	1 088	125 793
9	IN	25	2 464	4 974	1 811	0	9 274
10	LANAVET						0
11	MAETUR						0
12	PPPLC		1 345	8 012	1 293	1 052	11 702
13	SEMRY						
14	SHNC	951	65	914	153	2 629	4 712
15	SODECOTON	4 524	18 030	2 981	473	87 076	113 084
16	SONARA	68 977	536 262	191 343	2 311	32 487	831 380
17	UTAVA	57	49	349	81	12	548
TOTAL		311 170	617 449	224 749	13 148	169 254	1 335 770

Tableau 2 : Exercice 2015**(en millions de FCFA)**

N°	SIGLE	DETTE FINANCIERE	FOURNISSEURS	DETTE FISCALE	DETTE SOCIALE	AUTRES DETTES	TOTAL
1	ALUCAM	7 800	31 783	2 010	1 496	1 486	44 575
2	ANAFOR	0	65	5	75	32	177
3	CAMPOST	35 181	4 007	3 475	5 830		48493
4	CAMTAINER	-	-	-	-		0
5	CDC	42 537	9 094	12 492	5 177	4288	73588
6	CICAM	1 968	4 401	1 683	2 053	5 436	15 541
7	CNIC	42 078	11 862	3 392	2 924	36 583	96 839
8	EDC	127 332	550	796	487	2 168	131 333
9	IN	0	2640	3033	2050	0	7723
10	LANAVET	0	32	427	86	42	587
11	MAETUR	7066	2997	1451	436	83	12033
12	PPPLC	300	500	7843	1195	1457	11295
13	SEMRY						
14	SHNC	907	67	894	143	2629	4640
15	SODECOTON	3848	23711	810	631	79255	108255
16	SONARA	76214	377770	303815	1782	31608	791189
17	UTAVA	0	26	418	79	1394	1917
TOTAL		345 231	469 505	342 544	24 444	166 461	1 348 185

Tableau 3 : Exercice 2016

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	DETTE FINANCIERE	FOURNISSEURS	DETTE FISCALE	DETTE SOCIALE	AUTRES DETTES	TOTAL
1	ALUCAM	5 886	24 653	6 295	1 295	1 372	39 501
2	ANAFOR	-	155	24	63	36	278
3	CAMPOST	-	4 734	-	-		4 734
4	CAMTAINER	-	-	-	-		-
5	CDC	41 439	10 925	21 116	6 543	2 481	82 504
6	CICAM	1 721	4 278	1 436	1 474	4 621	13 530
7	CNIC	37 298	13 104	3 606	2 917	36 777	93 702
8	EDC	127 332	1 058	1 876	377	2 846	133 489
9	IN	-	3 401	-	-	-	3 401
10	LANAVET	-	143	427	77	27	674
11	MAETUR	7 913	1 690	2 718	864	37	13 222
12	PPPLC	-	-	-	-		-
13	SEMRY						-
14	SHNC	871	80	943	140	2 759	4 793
15	SODECOTON	3 172	19 358	716	2 991	71 589	97 826
16	SONARA	98 037	263 472	297 012	2 074	44 796	705 391
17	UTAVA	-	133	404	36	1 696	2269
TOTAL		323 669	347 184	336 573	18 851	169 037	1 195 314

4) Synthèse des ratios d'analyse

Tableau 1 :

N°	SIGLE	DEFAILLANCE			MARGE D'EXPLOITATION			TAUX D'ENDETTEMENT			MAIN D'ŒUVRE DIRECT			POIDS DE LA MAIN D'ŒUVRE		
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
1	ALUCAM	0,49	0,26	0,44	-6,90%	-5,70%	2,90%	51,10%	51,90%	44,40%	6,90%	6,20%	6,50%	8,00%	7,00%	6,80%
2	ANAFOR	0,82	0,68	0,55	-494,40%	-216,90%	-245,00%	9,20%	9,00%	16,20%	33,60%	42,60%	47,90%	1325,00%	774,60%	378,30%
3	AYABA HOTEL	-0,03	0,04	0,04	7,50%	6,60%	4,40%	120,10%	78,20%	79,70%	32,60%	30,20%	31,50%	30,10%	28,20%	30,10%
4	BC-PME	0	0,74	0,82		0,00%	0,00%			1,50%					0,00%	0,00%
5	CAMPOST	-52,6	-53,87	-65,85	-264,50%	-211,50%	-115,70%	-1,10%	47,40%	2,10%	20,90%	212,10%	155,00%	130,60%	313,40%	215,70%
6	CDC	1,23	0,94	0,66	125,80%	15,80%	19,50%	50,00%	50,70%	52,80%	34,20%	34,60%	32,90%	45,70%	45,40%	45,70%
7	CICAM	0,27	0,2	0,31	1,90%	2,20%	-0,80%	75,80%	74,80%	67,40%	22,50%	20,50%	22,50%	24,60%	20,80%	22,20%
8	CNIC	-0,1	-0,4	-0,5	-2,60%	-33,60%	-15,60%	83,80%	90,80%	92,30%	30,80%	24,70%	53,80%	48,30%	59,90%	64,40%
9	CRTV	-0,74	0,52	-2,09	-12,50%	225,50%	-365,70%	104,20%	83,10%	113,60%	51,70%	50,10%	48,90%	414,20%	430,20%	667,40%
10	EDC	0,6	0,34	0,49			37,50%	95,80%	97,00%	94,80%	33,50%	43,20%	47,30%		#DIV/0!	32,10%
11	IN	0	0,51	0,3	-13,40%	-14,50%	-34,30%	0,00%	73,90%	83,00%	43,70%	44,00%	43,30%	57,10%	65,70%	68,40%
12	LANAVET	0,52	0,36	0,48	-31,60%	-76,90%	-33,80%	0,00%	-9,60%	-5,30%	24,30%	19,60%	23,20%	36,30%	39,80%	39,90%
13	MAETUR	1,6	0,68	0,23	#DIV/0!	-1,20%	10,40%	#DIV/0!	72,70%	72,50%	#DIV/0!	22,60%	18,10%	#DIV/0!	55,90%	33,90%
14	SHNC	-0,35	-0,31	-0,36	-17,90%	-0,70%	-12,00%	117,70%	114,40%	116,50%	25,70%	27,70%	29,90%	30,60%	28,20%	34,30%
15	SODECOTON	1,08	0,28	-0,04	-6,20%	-11,10%	-1,70%	70,40%	82,40%	81,70%	9,30%	8,20%	9,70%	11,50%	9,70%	11,60%
16	SONARA	-0,24	-2,16	-3,44	-1,30%	-0,20%	-0,70%	80,50%	87,00%	95,30%	1,30%	1,90%	2,10%	1,30%	1,90%	2,40%
17	UTAVA	-0,43	-0,26	-2,06	10,30%	16,50%	-66,10%	99,10%	99,00%	111,60%	27,30%	25,60%	27,40%	38,20%	32,00%	46,20%

Des résultats de l'analyse contenue dans les tableaux ci-dessus et conformément à la méthodologie décrite supra, les entreprises sont catégorisés ainsi qu'il suit :

Entreprises fortement déficitaires	Entreprises déficitaires	Entreprises excédentaires	Entreprises fortement excédentaires
ALUCAM	ANAFOR	ALUBASSA	ADC
AYABA HOTEL	CDC	CAMTEL	CAMWATER
CAMPOST	BC-PME	CHC SA	MAGZI
CICAM	SIC	LABOGENIE	SNH
CNIC		SCDP	
EDC		SGHC	
LANAVET		SODEPA	
SHNC		SOHLI	
SODECOTON		SOPECAM	
SONARA		PAD	
UTAVA			
CRTV			
MAETUR			
IN			

5) Taux d'endettement global

À l'exception de l'ANAFOR, du LANAVET et de l'UTAVA, toutes les autres entreprises présentent un taux d'endettement global supérieur à 50% de leur total passif au 31 décembre 2016.

6) Marge d'exploitation

Sur la période de référence, les marges d'exploitation sont pour la plupart négatives. Ce qui signifie que les charges d'exploitation de ces entreprises ne sont pas maîtrisées, à l'exception de la CDC, de EDC et de la MAETUR.

7) Risques budgétaires de l'Etat liés à l'endettement des entreprises

Les 11 Entreprises Publiques (ALUCAM, CAMPOST, CICAM, CNIC, EDC, LANAVET, SHNC, SODECOTON, SONARA et UTAVA) au sens de la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des Entreprises Publiques, et qui présentent un risque de défaillance inférieur à 0,5 constituent un risque budgétaire pour l'Etat.

D. SOURCE DE RISQUE BUDGETAIRE POUR L'ETAT

1) L'évolution défavorable des cours mondiaux des matières premières

Une partie significative des recettes des Entreprises Publiques camerounaises provient des exportations des produits bruts. En effet, l'évolution des cours mondiaux des matières premières impacte significativement leur chiffre d'affaires. En ce qui concerne le secteur agricole, il y'a lieu de citer la SODECOTON, la CDC et PAMOL. Quant aux secteurs pétrolier et manufacturier, la SONARA, ALUCAM et CICAM sont soumises à ces fluctuations mondiales.

2) La prise en charge par certaines entreprises des missions de service public

Dans le cadre de leur exploitation, certaines Entreprises Publiques sont dans l'obligation de prendre en charge le coût des missions de service public.

En effet, dans le cadre de leurs activités, certaines entreprises réalisent les missions de services publics ci-après :

- travaux d'entretien routiers ;
- construction des écoles et des dispensaires et centres de santé
- opérationnalisation de ces structures socio-éducatives
- prise en charge des enseignants et du personnel médical ;
- encadrement/formation des chercheurs et des paysans ;
- mise à disposition des logements au profit de certaines autorités;
- prise en charge des forces de sécurité, etc.

Toutes ces opérations qui devraient être inscrites dans le budget d'investissement public, grèvent les marges desdites entreprises, au rang desquelles l'on peut citer la SODECOTON, PAMOL Plantations, CDC, UNVDA, SEMRY.

3) La non maitrise des charges d'exploitation

Dans le cadre de leurs activités, la principale charge qui vient absorber une partie importante du chiffre d'affaires des entreprises publiques est celle du personnel. En effet, il a été relevé que le niveau des charges du personnel de certaines entreprises défailtantes est

supérieur aux normes de gestion de leur secteur d'activité. Selon ces normes de gestion, les charges de personnel devraient être inférieures ou égales, soit à 20% du chiffre d'affaires, soit à 30% des charges globales d'exploitation.

Ce niveau élevé des charges du personnel pourrait également s'expliquer par la mise en œuvre des conventions collectives signées entre ces entreprises et leurs personnels. Il s'agit entre autre de l'ANAFOR, de la CAMPOST, de la CDC, du CNIC, de EDC et de IN.

4) L'administration et le gel des prix par l'Etat

Dans le souci de garantir l'équilibre social, l'Etat administre des prix dans certains secteurs d'activités des entreprises publiques. Cependant, ces prix sont restés inchangés depuis des décennies, malgré l'évolution de l'environnement socio-économique. Cette situation a contribué à impacter négativement le chiffre d'affaires et la performance des entreprises concernées. On retrouve dans ce cas de figure, les entreprises de production d'huile de palme (CDC, PAMOL Plantations), de coton (SODECOTON), de riz (SEMRY, UNVDA), les entreprises de prestation de service et d'aménagement (CAMPOST, SIC, MAETUR).

5) Accroissement des charges financières consécutif à l'immobilisation des créances sur l'Etat

En raison du taux élevé des créances échues et non recouvrées sur l'Etat, les entreprises publiques font recours à l'endettement de court terme qui obère leurs charges financières (intérêt de retard sur crédit fournisseurs, pénalités et agios sur découverts bancaires) et leurs résultats. C'est le cas de la SONARA, de la CAMPOST.

VI. ANALYSE DES PASSIFS CONTINGENTS DES PROJETS DE PARTENARIATS PUBLICS PRIVES

A- PORTEFEUILLE DES PROJETS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE AU CAMEROUN : ETAT DE MISE EN ŒUVRE

Au 09 octobre 2017, le Portefeuille des contrats de PPP est constitué de trente-six (36) projets énumérés dans le tableau ci-dessous dans lequel, pour chaque projet, il est indiqué l'état de mise en œuvre, les partenaires publics et privés impliqués, ainsi que le coût de l'investissement.

N°	Objet du projet	Situation au 09 Octobre 2017	Partenaire public	Partenaire privé	Coût FCFA
CONTRATS NORMALEMENT ACHEVE					
1	Financement, Fourniture et maintenance des équipements de dialyse à l'Hôpital Général de Douala	Projet normalement achevé	Hôpital Général de Douala	NUMELEC CAMEROUN	220 millions
PROJETS EN COURS D'EXECUTION					
2	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Projet en Phase de construction. Mise en demeure adressée en août 2017 au partenaire privé par la CUD relativement à la lenteur des travaux	Communauté Urbaine de Douala	SICC CONGO MANAGEMENT	7,4 milliards
3	Fourniture et exploitation d'équipements d'imagerie à résonance magnétique (IRM)	Projet en exploitation	Hôpital Général de Douala	HITACHI MEDICAL SYSTEMS, représenté par NUMELEC-CMR	760 millions
4	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital Général de Yaoundé	Travaux en cours. Banque de sang achevée, reste son équipement. Avenant conclu pour procéder au revêtement du sol du laboratoire.	Hôpital Général de Yaoundé	NUMELEC CAMEROUN	1,2 milliards

N°	Objet du projet	Situation au 09 Octobre 2017	Partenaire public	Partenaire privé	Coût FCFA
5	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	Travaux de conception du data center à Douala en cours – Recherche d'un site à Yaoundé en cours. Travaux en cours sur la partie logicielle	MINFI	CAMPASS S.A.	34 milliards
6	Construction d'un pipeline Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé	Lettre de confort et Lettre de garantie de remboursement des indemnités attendues du MINFI pour bouclage financier. Etudes d'exécution en cours	MINEE	3PL	220 milliards
7	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	Projet en exploitation.	MINT/CUY	STECY	17 milliards
PROJETS AVEC CONTRATS SIGNES MAIS NON DEMARRES					
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m ³ d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	Pose de la première pierre marquant le début des travaux intervenue en Juillet 2017	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	IMPERIAL HOLDING LTD (IHL)	26 milliards
9	Financement, construction et exploitation d'une tour de l'électricité (TOUREL)	Attente de démarrage des travaux	ARSEL-AER-EDC	UMNOMBO	65 milliards
10	Financement, construction, exploitation, maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe	Mobilisation de financement en cours	ETAT/ MINEPAT/MINT	LIMBE PORT INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION (LIPID)	105,9 milliards

N°	Objet du projet	Situation au 09 Octobre 2017	Partenaire public	Partenaire privé	Coût FCFA
11	Construction de 3 immeubles de rapport à Okolo	Début de travaux attendu	CNPS	Global ELEPHANT/ Bâisseurs Réunis	11 milliards
12	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	Contrat signé en Septembre 2017	HGD	ELEGANCE PRESSING	0,5 milliard
13	Construction de la Gare routière de SODIKO	Contrat signé en ce mois d'octobre 2017	CUD	SPH	2,2 milliards
14	Exploitation et Maintenance du Terminal à Conteneurs de Kribi	Contrat signé en Juillet 2017	PAK	Kribi Terminal Conteneur	50,5 milliards (Droit d'entrée)
PROJETS EN COURS DE PROCEDURE (NB : Les coûts sont estimatifs)					
15	Construction, gestion et maintenance d'un Terminal hydrocarbures au Port de Kribi	Négociations du contrat suspendues. Solutions de relance en étude	ETAT /PAK	SCDP-BLAZE	198 Milliards
16	Exploitation et Maintenance du terminal Polyvalent du Port de Kribi	Négociations des Termes du Contrat en Cours	PAK	NECOTRANS/KP MO	19,6 Milliards
17	Autoroute Kribi-Lolabé	Analyse de l'offre finale terminée	MINTP	CHEC	226,5 Milliards
18	Construction et maintenance des lampadaires solaires pour éclairage public dans certaines villes du Cameroun	Achèvement de l'étude du DCTF du candidat en vue d'appuyer la demande de dispense	MINDUH/CTD	MGG Holdings	102 milliards
19	Construction d'entrepôts au Port de Douala	Soumission des Offres Initiales	CCIMA	Pas encore connu	8 milliards
20	Construction de trois marchés modernes à Bamenda	APMI publié.	CU Bamenda	Pas encore connu	20 milliards

N°	Objet du projet	Situation au 09 Octobre 2017	Partenaire public	Partenaire privé	Coût FCFA
21	Construction de la Gare routière de Bamenda	APMI en cours de préparation	CU Bamenda	Pas encore connu	8 Milliards
22	Construction du Centre de stockage de déchets industriels de DOUALA	Analyse de l'Offre initiale en cours	MINHDU	Groupement <i>CAS / eAMBIENTE / NEKTA SERVIZI</i>	9 Milliards
23	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	Soumission des Offres Initiales	MINTP	Pas encore connu	28 milliards
24	Construction d'un dépôt pétrolier à Bakassi	Révision de l'évaluation préalable du projet	SCDP	Pas encore connu	16 milliards
25	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Avis de non-objection du CARPA sur le contrat	CNPS	FINANCIA CAPITAL	13 Milliards
26	Construction de la 2 ^{ème} phase de l'autoroute Yaoundé-Douala	Avis de Non objection du CARPA sur l'APMI accordée (Etudes détaillées en cours)	MINTP	Pas encore connu	835 milliards
27	Construction exploitation des Résidences Universitaires à Buea	Avis de soutenabilité budgétaire en cours de formulation au MINFI	Université de Buea	FORMAT - INSAAT	30 milliards
28	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Douala	Dialogue de pré qualification en cours	CUD	ACCENT MEDIA	5milliards
PROJETS EN COURS D'EVALUATION OU EVALUES, SANS DEBUT DE PROCEDURE D'ADJUDICATION (NB : Les coûts sont estimatifs)					

N°	Objet du projet	Situation au 09 Octobre 2017	Partenaire public	Partenaire privé	Coût FCFA
29	Acquisition du matériel d'endoscopie à l'Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	Rapport d'évaluation transmis	HGOPED	Pas encore connu	160 millions
30	Travaux complémentaires autoroute Yaoundé-Douala phase 1	Rapport d'évaluation transmis au MINTP	MINTP	CFHEC	120 Milliards
31	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	Rapport d'évaluation transmis à la CUY	CUY	ACCENT MEDIA	5milliards
32	Financement, réhabilitation, exploitation et maintenance du Centre d'Accueil de Kribi et du Centre Climatique de Dschang	Rapport d'évaluation transmis au MINTOURL	MINTOURL	Pas encore connu	/
33	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance d'un marché moderne à NYALLA à Douala	Rapport d'évaluation transmis à la CUD	CUD	Pas encore connu	1,03 milliard
34	Acquisition exploitation des équipements de physiothérapie, d'ergothérapie et de psychomotricité	Avis de soutenabilité budgétaire en cours de formulation au MINFI	CNRPH	Pas encore connu	534 millions
35	Construction exploitation de la Résidence Bonadoubè (Douala)	Rapport d'évaluation transmis à la SIC	SIC	Pas encore connu	10milliards

N°	Objet du projet	Situation au 09 Octobre 2017	Partenaire public	Partenaire privé	Coût FCFA
36	Résidence le Fébé à Bastos (Yaoundé)	Rapport d'évaluation transmis à la SIC	SIC	Pas encore connu	8,6 milliards

Tableau 1: Portefeuille des Projets de Partenariats Public-Privé au Cameroun

B- PASSIFS CONDITIONNELS ET FERMES LIES AU PORTEFEUILLE DES PROJETS PPP: CARACTERISTIQUES, COÛTS ET RISQUES BUDGETAIRES

Le présent chapitre identifie dans le portefeuille des projets, ceux dont les contrats sont signés, et présentant des passifs contingents ou fermes. Pour ces projets, une caractérisation de la nature du passif est présentée, ainsi que les coûts et les risques budgétaires le cas échéant. Un récapitulatif de l'incidence globale des passifs conditionnels est également présenté à la fin du chapitre.

Projets avec Passifs Conditionnels

1. Projet de financement, conception, construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé.

Ce projet permettra l'acheminement des produits pétroliers raffinés dans les grandes agglomérations du pays à partir de la base de production située à Limbe, via un pipeline reliant cette ville à Douala, Edéa, et Yaoundé. Ce contrat de partenariat de type concessif (à paiement par l'utilisateur) a été signé par l'Etat du Cameroun, représenté par le Ministère de l'Eau de l'Energie (partenaire public) et le partenaire privé 3PL pour une durée d'exploitation de 30 ans et pour un coût d'investissement de FCFA 220 milliards.

Sur l'itinéraire du pipeline, l'Etat garantit un minimum de volume transportable de produits pétroliers à hauteur de 81% des mises à la consommation actuellement projetées. Cet engagement conditionnel pourrait se traduire en engagement ferme s'il n'était pas possible d'atteindre ce volume garanti, dont la valeur absolue projetée pour chaque année est connue (voir chiffres en annexe). Auquel cas, l'Etat pourrait supporter la perte de revenus relative au gap réellement observé.

2. Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala.

Ce contrat de type concessif (à paiement par l'utilisateur) a été signé en 2013 entre la Communauté Urbaine de Douala (CUD) et SICC CONGO MANAGEMENT, partenaire privé, pour un coût total d'investissement de 7,4 milliards FCFA, sur une durée d'exploitation de 10 ans. Le projet consiste en la construction de près de 1800 boutiques destinées à la location par les commerçants.

Pour le financement de ce projet, le partenaire public (CUD) a produit une garantie bancaire de 75% du prêt accordé au partenaire privé par le consortium de banques Afriland-CBC. Le partenaire public s'est ainsi porté garant du crédit bancaire obtenu par le partenaire privé. Cette garantie couvre la somme totale de **1,875 milliard FCFA**, représentant ainsi un **passif conditionnel** pour le partenaire public, dont la condition de levée sera observée pour chaque portion de ce montant qui fera l'objet d'un défaut de remboursement.

3. *Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.*

Le terminal multifonction du port de Limbe-Isongo, objet du contrat de partenariat vise l'amélioration des installations portuaires au Cameroun, avec notamment la construction de deux jetées avec terminaux multifonctions de 150 et 250 mètres, devant permettre l'accostage de grands navires.

Ce contrat a été signé en 2013 par l'Etat du Cameroun représenté par le Ministère des Transports et le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (partenaire public) et l'entreprise LIMBE PORT INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION (Partenaire privé), pour un coût total de 105,9 milliards.

En garantie de l'exécution de ses obligations, le partenaire public a accordé une garantie souveraine constituée sous forme de cautionnement auprès des créanciers du partenaire privé pour un montant total équivalent à 70% du coût direct des constructions.

Ce cautionnement représente un **passif conditionnel** dont la surface maximale est estimée à **74,13 milliards FCFA**. La survenance du risque exposerait le budget du partenaire public à hauteur de la tranche objet du défaut de paiement.

Le Tableau ci-dessous récapitule la nature et le montant des passifs conditionnels des projets de partenariats publics privés au 09 Octobre 2017.

N°	Libellé du Projet	Nature de l'engagement du Partenaire Public	Montant du Passif Conditionnel
1	Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé	Le Partenaire Public Garantie un minimum de volume de passage de 81% des volumes mis à la consommation.	/
2	Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala	Le Partenaire Public Garantit le prêt bancaire du Partenaire Privé	1,875 milliard
3	Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.	Le Partenaire Public s'est porté caution auprès de créanciers du Partenaire Privé, à hauteur de 70% du coût des constructions	74,13 milliards

Tableau 1: Récapitulatif des passifs conditionnels des Projets de Partenariats Public Privés

Projets avec Passifs Fermes

1. Projet d'Approvisionnement supplémentaire de 50. 000 m3 d'eau par jour dans la ville de Yaoundé.

Ce projet de type concessif à paiement par l'utilisateur, consiste en la conception, au financement et en la réalisation des travaux de construction de l'usine de production de l'eau potable et de tous les ouvrages connexes, ainsi qu'en la maintenance et l'exploitation de ces ouvrages, afin de répondre à l'objectif d'approvisionnement supplémentaire de la ville de Yaoundé en 50.000 mètres cubes d'eau en vrac par jour et de 2.000 mètres cubes d'eau potable par jour en bidon, à partir de la rivière MEFOU, au lieu-dit NKOL-MEFOU. La signature du contrat entre l'Etat du Cameroun représenté par le MINEE, et le partenaire privé IMPERIAL HOLDING LTD, a eu lieu en décembre 2014 pour une durée d'exploitation de 15 ans et un coût total de 26 milliards.

Dans le cadre de ce projet, le partenaire public a convenu de rembourser le préfinancement effectué par le partenaire privé d'une somme de **1,842 milliard** FCFA pour l'exécution des travaux de construction des lignes électriques sur le trajet du pipeline, le terrassement et l'ouverture des voies d'accès ainsi que les indemnités des populations sur le site des travaux.

Cet engagement du partenaire public représente un **passif ferme** emportant des risques budgétaires directs, notamment le risque de liquidité. Il faut néanmoins signaler la lettre de confort du Ministre en charge de l'eau et de l'énergie adressée au Chairman de l'entreprise privée, qui garantit le paiement de cette somme sur le budget d'investissement de l'Etat, et l'étale sur quatre ans, soit de 2017 à 2020, à raison de 460 millions FCA par an.

2. Projet de Réhabilitation du Laboratoire Central de L'Hôpital Général de Yaoundé.

Ce projet de partenariat à paiement public a été conclu en juin 2015 entre l'Hôpital Général de Yaoundé (partenaire public), et NUMELEC Cameroun (partenaire privé) pour un montant total de 1,2 milliard FCFA, et une durée d'exploitation de 6 ans. Les travaux sont en cours d'exécution. La construction de la banque de sang est à ce jour terminée, le revêtement et l'équipement sont en cours, ainsi que les travaux de réhabilitation du Laboratoire.

Pour la réalisation de ce projet, un apport en guise de contribution à l'investissement de 208 millions FCFA a été effectué par le partenaire public. Il reste comme engagement public ferme, au titre du remboursement de l'investissement du partenaire privé, le versement par la partie publique des traites mensuelles de près de **20,5 millions FCFA** pendant soixante-douze mois, à compter de la date de mise en service du projet, qui vraisemblablement pourrait intervenir au plus tard en janvier 2018.

3. Projet de mise en place d'un système de transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé.

Pour la réalisation de ce contrat de partenariat de type mixte (à paiement par l'utilisateur et à subvention publique) d'un coût total de 17 milliards, le Ministère des Transports (partenaire public) s'est engagé à verser une subvention d'équilibre de **1,675 milliard FCFA** par an et pendant dix (10) ans, à l'entreprise STECY, dans le but de maintenir un tarif social de 200F par voyage, par passager.

Cette somme représente un **passif ferme** à rembourser chaque année sur le budget de l'Etat et induit par ailleurs un risque budgétaire certain.

4. Projet de Financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de trois immeubles de rapport à OKOLO.

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) envisage la construction de trois immeubles de location à OKOLO. Le contrat de partenariat de type mixte (paiement par l'utilisateur et subvention d'équilibre du partenaire public) a été signé en avril 2017 avec le partenaire privé GLOBAL ELEPHANT pour un montant total de 11,115 milliards FCFA.

Afin d'anticiper le retour sur investissement du partenaire privé, prévu pour être rémunéré sur les loyers, la CNPS a convenu de verser au partenaire privé, des loyers annuels selon l'échéancier ci-après : 1^{er} mois d'exploitation : 3,6 milliards FCFA; 13^e mois d'exploitation : 2,4 Milliards FCFA; 25^e mois d'exploitation : 2,4 milliards FCFA; 36^e mois d'exploitation : 2,715 milliards FCFA. Ces sommes représentant le coût d'investissement du projet constituent un **engagement ferme** pour le partenaire public, avec une incidence budgétaire directe qu'il faudra provisionner à chacune des échéances.

A l'opposé des passifs conditionnels, les projets PPP dégagent également des risques budgétaires certains en raison de l'exposition directe du budget de l'Etat au risque de liquidité.

Le tableau ci-dessous présente un extrait des engagements fermes liés à certains projets de PPP en cours.

N°	Libellé du Projet	Nature de l'engagement du Partenaire Public	Entité Publique	Montant du Passif Ferme
1	Projet d'Approvisionnement supplémentaire de 50.000 m3 d'eau par jour dans la ville de Yaoundé	Contribution au Financement du Projet	MINEE	1,842 Milliard
2	Projet de Réhabilitation du Laboratoire Central de L'Hôpital Général de Yaoundé	Contribution à l'Investissement	HGD	1,475 milliard
3	Projet d'acquisition des bus de transport de masse dans la ville de Yaoundé	Subvention d'Equilibre	MINT	1,675 Milliard/an (pendant 10 ans)
4	Projet de Financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de trois immeubles de rapport à OKOLO	Remboursement de l'Investissement du Partenaire Privé	CNPS	11,115 Milliards

Tableau 2 : Engagements fermes de certaines Entités Publiques dans le cadre des projets de partenariats publics privés

C- ANALYSE DES PASSIFS CONDITIONNELS LIES AU PORTEFEUILLE DES PROJETS PPP ET STRATEGIE DE REDUCTION DES RISQUES

Dans ce chapitre, une analyse est faite des passifs conditionnels du portefeuille des projets PPP. Cette analyse a pour objectif de clarifier les conditions de transformation de ces passifs conditionnels, en passifs fermes. Dans la seconde partie, nous proposons pour chaque cas une stratégie de réduction des risques budgétaires identifiés.

1. Analyse des Passifs conditionnels

a. Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé

Dans le cadre de ce projet, l'Etat garanti le transit à travers ce canal, d'un minimum de 81% des mises à la consommation projetées dans le contrat. Ces mises à la consommation ont été projetées sur la base d'une demande historique dans les régions du Cameroun, à l'exception du Sud-ouest, du Nord-Ouest et de l'Ouest qui ne sont pas prévues, dans le cadre du projet décrit ici, être desservies en produits pétroliers par un pipeline. L'engagement du partenaire public (portant sur le niveau fixé à au moins 81% des volumes projetées des mises à la consommation) pourrait ne pas être respecté au cas où ces projections auraient été trop optimistes. Pour ce projet, il est difficile d'évaluer le montant du passif conditionnel, car ce dernier est fortement dépendant des conditions réelles du marché.

Afin de limiter la probabilité d'occurrence de ce risque, il serait nécessaire pour le gouvernement de ne pas encourager la construction des circuits parallèles d'acheminement de produits pétroliers vers les agglomérations concernées.

b. Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala

Le Partenaire public (CUD) dans le cadre de ce projet a garanti le prêt bancaire obtenu par le partenaire privé. Cette garantie couvre la somme de 1.875 Milliard FCFA. Un défaut de paiement du partenaire privé exposerait le partenaire public à chaque échéance à concurrence du montant échu. Dans ce cas typique, les dispositions à prendre pour prévenir la survenance du risque de défaut du partenaire privé, pourrait consister en la mise en place d'un dispositif de suivi étroit, aux actions coordonnées. L'objectif ultime étant la limitation des risques opérationnels, qui s'ils ne sont pas maîtrisés, pourraient multiplier les risques de survenance du défaut de paiement du partenaire privé, et exposer ainsi la partie publique. Un droit de regard du Ministère des Finances sur la gestion financière en phase d'exploitation pourrait être nécessaire.

c. Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.

S'agissant du projet de construction et de maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbé-Isongo, il faut signaler que les parties sont en négociation pour la l'extension du projet de la construction d'un quai multifonction, à la construction d'un véritable port à Limbé-Isongo.

Cependant, et s'agissant du contrat sous rubrique, le partenaire public s'est porté caution à hauteur de 70% du prêt bancaire de 105,9 Milliards. Soit 74,13 Milliards pour l'instant enregistré au passif du partenaire privé, mais dont une proportion pourrait, se trouver affecté au passif du bilan du partenaire public chaque fois qu'un défaut de paiement surviendrait.

2. Stratégie de réduction des risques budgétaires liés au portefeuille des projets PPP.

La surveillance des risques budgétaires de l'Etat, y compris des Entreprises publiques et des Collectivités territoriales Décentralisées demeure de manière globale le pilier de la stratégie de réduction des risques budgétaires de toutes les activités mises en œuvre par l'Etat, y compris des projets PPP.

S'agissant spécifiquement des projets PPP, le Ministère des Finances a pris le leadership du processus de gestion des risques budgétaires liés, en mettant en place un dispositif de veille permanente, notamment le Comité chargé de formuler les avis de soutenabilité budgétaire des projets PPP au Ministère des Finances. Ce comité, prévu au sens *du décret n°2014/2343/PM du 31 juillet 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret 2008/0115/PM du 24 janvier 2008 précisant les modalités d'application de la loi 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat*, **a pour objectif principal, d'encadrer l'accumulation des engagements conditionnels liés aux projets PPP de l'Etat, à travers l'évaluation en phase de préparation, de la soutenabilité budgétaire de ces projets.**

A ce jour, Les études de faisabilité de projets de partenariats public-privé sont transmises à ce comité pour analyse et avis de soutenabilité budgétaire. **Sa saisine devra être systématisée conformément aux dispositions du décret suscité.**

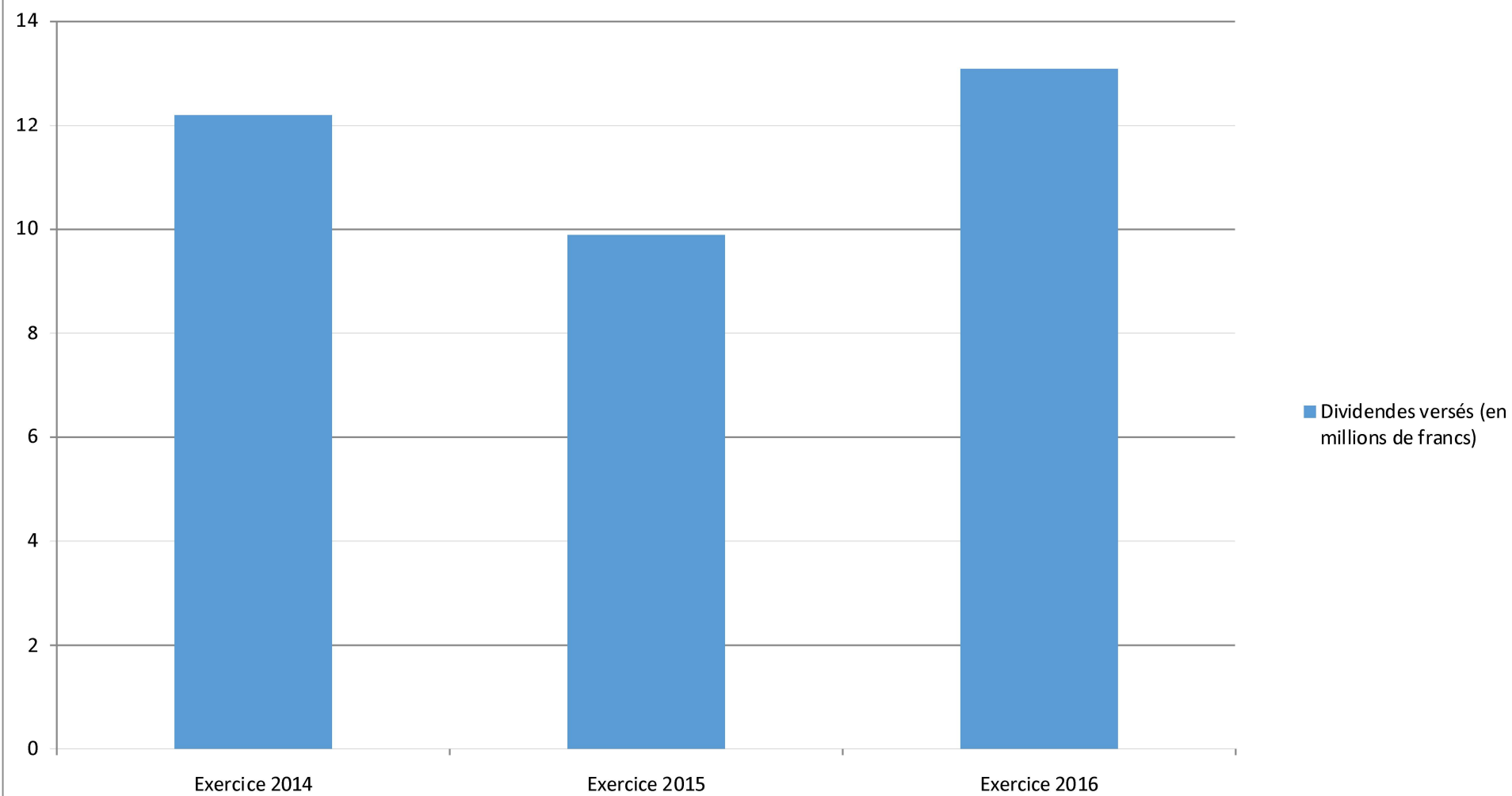
VII.**SITUATION DES DIVIDENDES VERSES A L'ETAT**

(en millions de FCFA)

N°	SIGLE	2014	2015	2016
1	SNH	5 000	5 000	4 000
2	PAD	200	0	600
3	ACEP S.A	48,266	73,820	0
4	CAMRAIL	134,649	103,576	0
5	CLGG S.A	1 034	0	0
6	SCB Cameroun	6 821,804	4 761,761	4 416
7	DPDC S.A			1 102
8	SAFACAM			182
9	SG Cameroun	0	0	2 489
10	SIC CACAOS S.A	0	0	84
11	PMUC	0	0	18,750
12	CHC			268
TOTAL		12 205,753	9 939,157	13 159,5

Les dividendes versés au profit de l'Etat connaissent une augmentation par rapport à l'exercice antérieur. Ils sont passés de FCFA 9 939 157 000 en 2015 à 13 159 500 000 à l'exercice de référence, soit une augmentation en valeur absolue de FCFA 3 220 343 000 soit 32,4% en valeur relative.

Dividendes versés à l'Etat (en millions de francs)



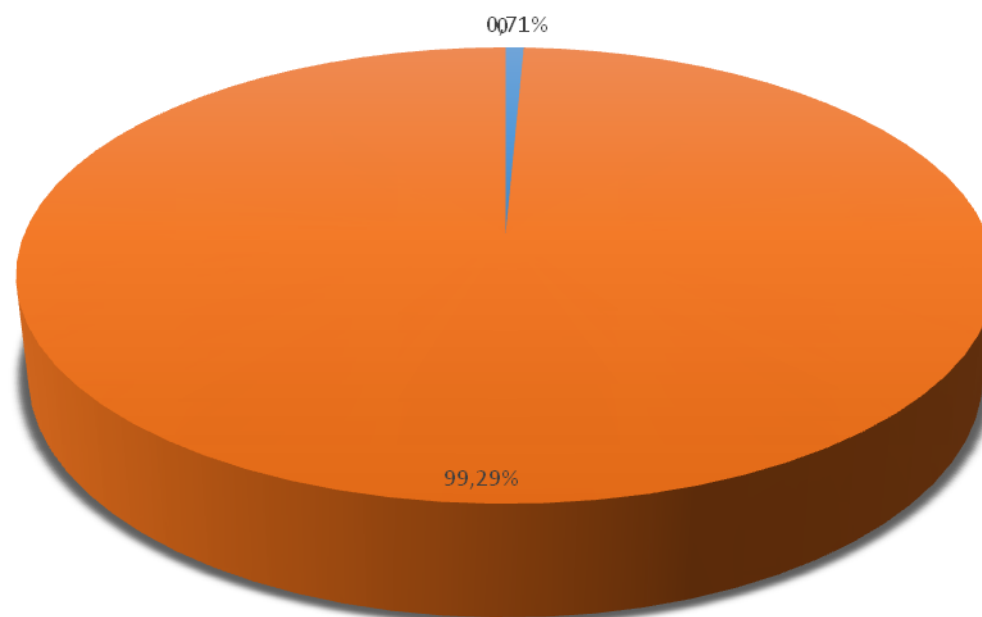
**VIII. SUBVENTIONS DE RÉHABILITATION ET DE RESTRUCTURATION ACCORDÉES
AUX ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS AU TITRE DE L'EXERCICE 2016**

Le bénéfice des fonds de réhabilitation est subordonné à la signature d'un contrat plan entre l'Etat et une entreprise publique ou un établissement public. Pour le compte de l'exercice 2016, tous les crédits de réhabilitation ont d'ores et déjà été mandatés. Cependant la capacité d'absorption desdits fonds reste faible du fait de : i) la mobilisation tardive desdits fonds, ii) la non maîtrise des procédures de passation de marché des lourdeurs, iii) des lenteurs dans les procédures de passation de marché, iv) l'absence des commissions internes de passation de marché dans certaines entreprises, v) l'immaturation des projets inscrites dans les contrats plans.

Il convient de souligner que dans le souci d'éviter l'hypertrophie des comptes 420 et 450, il a été mis en place une nouvelle procédure qui commande le mandatement direct au profit des prestataires plutôt que des provisions au profit des entreprises.

Le graphique et les tableaux ci-après retracent les subventions de réhabilitation et de restructuration accordées aux Etablissements et Entreprises Publics au titre de l'exercice 2016.

pourcentage de subvention de réhabilitation sur le budget de l'Etat



■ subvention de fonctionnement ■ budget hors subvention de fonctionnement ■

		(en millions de FCFA)
N°	Organismes bénéficiaires des fonds de réhabilitation	Montants 2016
1	Laboratoire National de Génie Civil (LABOGENIE)	585
2	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles du Cameroun (MAGZI)	2 000
3	Société de Développement des Productions Animales (SODEPA)	1 100
4	Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET)	700
5	Société de Développement du Cacao (SODECAO)	653
6	Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)	200
7	Mission d'Etude pour l'Aménagement et le Développement de la Région du Nord (MEADEN)	100
8	Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé (CHUY)	816
9	Centre Pasteur du Cameroun (CPC)	664
10	Hôpital Général de Douala (HGD)	1 350
11	Hôpital Gynéco-Obstétrique et pédiatrique de Yaoundé (HGOPY)	800
12	Hôpital Général de Yaoundé (HGY)	950
13	Société Immobilière du Cameroun (SIC)	1.500
14	Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR)	2 250
15	Société de Presse et d'Editions du Cameroun (SOPECAM)	700
16	Mission de Développement de la Région du Nord-Ouest (MIDENO)	1 200
17	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY)	1 000
18	Agence Nationale de Radioprotection (ANRP)	600
19	Cotonnière Industrielle du CAMEROUN (CICAM)	2 039
20	Institut National de la Cartographie (INC)	1 475
21	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier (ANAFOR)	50

22	Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (CENEEMA)	1 695
23	Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales (IMPM)	1 060
24	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise (LANACOME)	670
25	Mission de Développement des Pêches au Cameroun (MIDEPECAM)	325
26	Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO)	1 101
27	Office Céréaliier (OC)	690
28	Palais des Congrès (PC)	1 441
29	Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne (UTAVA)	302
30	South West Development Authority (SOWEDA)	915
31	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées (CNRPH)	969
32	CNRPH-CENEEMA-IMPM-LANACOME-PALAIS DES CONGRES-IN	
TOTAL		30 000

IX.

**ETABLISSEMENTS PUBLICS ET ORGANISMES
SUBVENTIONNES**

Suivant la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des Etablissements Publics, le Cameroun dénombre 84 Etablissements publics. Ces structures bénéficient des interventions de l'Etat sous forme de subventions de fonctionnement et d'investissement. Ces subventions de fonctionnement leur permettent de couvrir les charges incompressibles, ainsi que les dépenses courantes.

Certains établissements publics bénéficient d'une parafiscalité leur permettant de couvrir lesdites charges de fonctionnement. Il s'agit du Fonds National de l'Emploi, du Crédit Foncier du Cameroun, du Fonds d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale, de l'Agence de Régulation des Télécommunications, de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, du Conseil national des Chargeurs du Cameroun, de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, de l'Autorité Aéronautique, l'Agence Portuaire National, du Fonds Routier.

S'agissant des autres organismes subventionnés, il s'agit des démembrements de certains ministères ayant des tâches spécifiques et fonctionnant comme des programmes ou projets, ainsi que les entités qui exécutent des missions régaliennes de l'Etat.

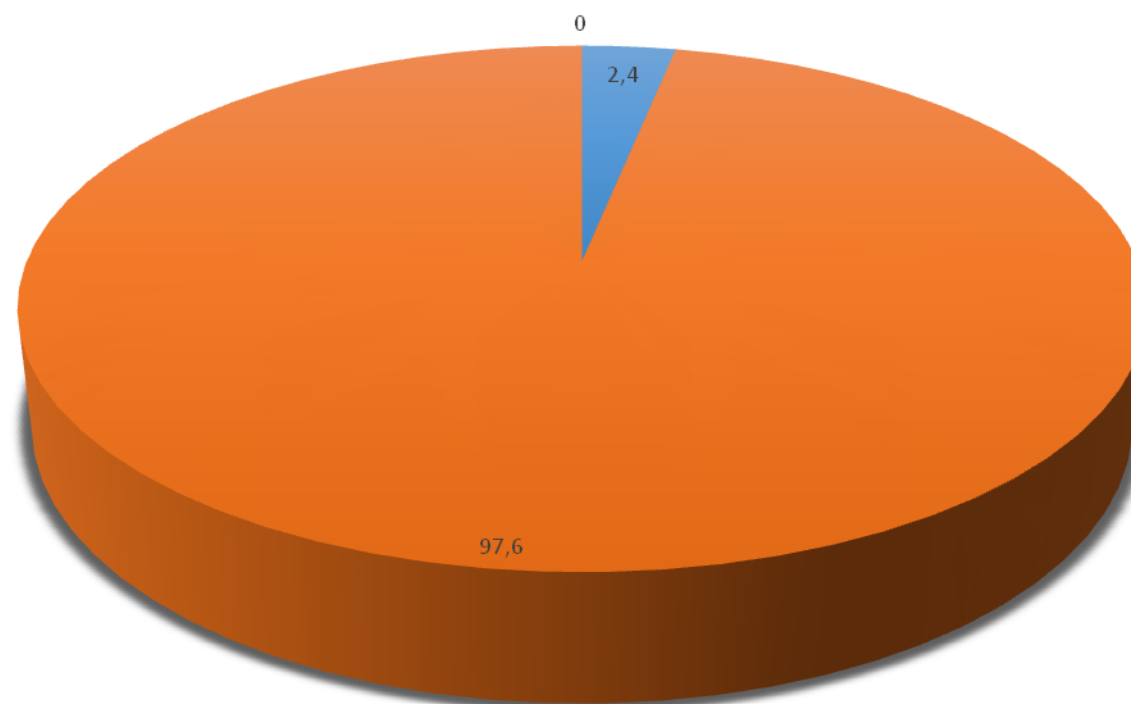
Les débloques s'effectuent par tranches trimestrielles. Ces débloques trimestriels sont conditionnés par l'apurement du compte d'emploi de la tranche précédente.

Pour le compte de l'exercice 2016, le montant total des subventions directes accordées aux Etablissements publics et autres organismes subventionnés s'élève à FCFA 101 milliards et représente 2,4% du budget de l'Etat. Par rapport aux exercices 2014 et 2015 dont les montants totaux étaient respectivement de FCFA 320 milliards et de 331,3 milliards, ces interventions de l'Etat ont connu une légère augmentation de 3,5% en 2015 et par la suite une diminution importante de FCFA 196,3 milliards, soit -59,25% en valeur relative. Cette diminution est la conséquence de la suppression des subventions accordées par l'Etat pour le soutien des prix de certains produits, principalement ceux des produits pétroliers.

Le graphique et les tableaux ci-après retracent tour à tour :

- Le poids de la subvention de fonctionnement sur le budget de l'Etat ;
- La liste exhaustive des Etablissements Publics ;
- La liste des subventions accordées aux Etablissements publics sur une période triennale ;
- La liste des subventions accordées aux autres organismes subventionnés sur une période triennale.

pourcentage de subvention de fonctionnement sur le budget de l'Etat



■ subvention de fonctionnement ■ budget hors subvention de fonctionnement ■

A.**Liste des Etablissements Publics**

N°	DENOMINATION
1	Académie Nationale de Football (ANAFoot)
2	Agence de Promotion des Investissements (API)
3	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME)
4	Agence de Promotion des Zones Economiques (APZE)
5	Agence de Régulation des Marchés Publics(ARMP)
6	Agence de Régulation des Télécommunications (ART)
7	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL)
8	Agence d'Electrification Rurale (AER)
9	Agence des Normes et de la Qualité (ANOR)
10	Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD)
11	Agence Nationale de Radioprotection (ANRP)
12	Agence Nationale de technologie de l'Information (ANTIC)
13	Autorité Portuaire Nationale (APN)
14	Bureau Central des Recensements et des Etudes (BUCREP)
15	Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC)
16	Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)
17	Caisse de Développement de la Pêche Maritime CDPM)
18	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord (CDEN)
19	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH)
20	Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC)
21	Caisse Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDENO)
22	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale (CNPS)
23	Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA)
24	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Essentiels (CENAME)
25	Centre de Documentation Juridique(CDJ)

26	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux(CEFAM)
27	Centre Hospitalier de Recherche en Chirurgie (CHRACERH)
28	Centre Hospitalier Universitaire (CHUY)
29	Centre International de Référence Chantal BIYA (CIRCB)
30	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapés (CNRPH)
31	Centre Pasteur du Cameroun (CPC)
32	Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF)
33	Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)
34	Comité de Gestion FAO/PAM
35	Comité National Anticorruption (CONAC)
36	Commission des Marchés Financiers (CMF)
37	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA)
38	Conseil National des Chargeurs du Cameroun (CNCC)
39	Crédit Foncier du Cameroun (CFC)
40	Croix Rouge Camerounaise (CRC)
41	Ecole des Faunes
42	Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES)
43	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)
45	Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENF)
46	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications (ENSPT)
47	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP)
48	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café
49	Fonds d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM)
50	Fonds National de l'Emploi (FNE)
51	Fonds Routier
52	GCE Board
53	Hôpital Général de Douala (HGD)
54	Hôpital Général de Yaoundé (HGY)

55	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala (HGOPD)
56	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Ngousso (HGOPY)
57	Hôpital de Référence de Sangmélina (HRS)
58	Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)
59	Institut de Recherches médicales des Plantes Médicinales (IMPM)
60	Institut National de la Cartographie (INC)
61	Institut National de la Jeunesse et Sport (INJS)
62	Institut National de la Statistique (INS)
63	Institut National du Travail Social (INTS)
64	Institut Supérieur Management Public (ISMP)
65	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise (LANACOME)
66	Limbe Nautical Arts and Fisheries Institute (LINAFI)
67	Mission de Régulation et des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation (MIRAP)
68	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan (MEAO)
69	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord (MEADEN)
70	Observatoire National sur les Changements Climatiques
71	Office du Baccalauréat (OBC)
72	Office National des Anciens Combattants (ONACAM)
73	Office National des Zones Franches Industrielles (ONZFI)
74	Office National du Cacao et du Café (ONCC)
75	Palais des Congrès (PC)
76	South West Development Authority (SOWEDA)
77	Université de Bamenda (Uba)
78	Université de Buea
79	Université de Douala
80	Université de Dschang
81	Université de Maroua (UMra)
82	Université de Ngaoundéré
83	Université de Yaoundé I
84	Université de Yaoundé II

B.
L'ETAT

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ACCORDEES PAR

1) AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

N°	Structures	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT (en millions de FCFA)		
		2014	2015	2016
1	Agence de Promotion des Investissements (API)	800	800	800
2	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	1 500	1 500	1 500
3	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL)	300	300	300
4	Agence de Service Civique National de Participation au Développement	800	800	800
5	Agence d'Electrification Rurale (AER)	500	500	500
6	Agence des Normes et de la Qualité (ANOR)	1 700	1 700	1 700
7	Agence Nationale d'Appui Forestier (ANAFOR)	600	600	600
8	Agence Nationale de Radioprotection (ANRP)	250	250	250
9	Agence Nationale de technologie de l'Information (ANTIC)	500	500	500
10	Bureau Central des recensements de la Population(BUCREP)	400	400	400
11	Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	900	900	900
12	Caisse Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDENO)	350	350	350
13	Centre de Documentation Juridique(CDJ)	200	200	200
14	Centre de Formation des administrateurs Municipaux (CEFAM)	250	250	250
15	Centre Hospitalier de Recherche en Chirurgie (CHRACERH)	500	500	500
16	Centre Hospitalier Universitaire (CHUY)	1 700	1 700	1 700
17	Centre International de Référence Chantal BIYA(CIRCB)	1 960	1 960	1 960
18	Centre National de Développement de Technologies (CNDT)	150	150	150
19	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapés (CNRPH)	500	500	500
20	Centre Pasteur du Cameroun(CPC)	450	450	450
21	Chambre d'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF)	1 500	1 500	1 500
22	Chambre de Commerce, de l'Industrie et des Mines (CCIM)	1 300	1 300	1 300

23	Comité de Gestion FAO/PAM	250	250	250
24	Comité National Anticorruption (CONAC)	2 300	2 300	2 300
25	Comité National Olympique et Sportif (CNOS)	200	200	200
26	Commission des Marchés Financiers (CMF)	600	600	600
27	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat	300	300	300
28	Croix Rouge Camerounaise (CRC)	150	150	150
29	Ecole des Faunes	100	100	100
30	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)	2 300	2 300	2 300
31	Ecole Nationale des Eaux et Forêts(ENEF)	300	300	300
32	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications (ENSPT)	400	400	400
33	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications de Buéa	100	100	100
34	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP)	330	330	330
35	EIFORCES	0	0	0
36	GCE Board	400	400	400
37	Hôpital de Référence de Sangmélima	0	0	0
38	Hôpital Général de Douala (HGD)	2 600	2 600	2 600
39	Hôpital Général de Yaoundé (HGY)	2 600	2 600	2 600
40	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Ngousso (HGOPY)	1 200	1 200	1 200
41	Institut de Recherche Médicale et des Plantes Médicinales (IMPM)	300	300	300
42	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement (IRAD)	2 300	2 300	2 300
43	Institut National de Cartographie (INC)	300	300	300
44	Institut National de la Jeunesse et Sport (INJS)	650	650	650
45	Institut National de la Statistique (INS)	1 100	1 100	1 100
46	Institut Supérieur Management Public (ISMP)	400	400	400
47	Mission de développement du Nord Ouest	400	400	400
48	Mission de Développement du Sud-Ouest (SOWEDA)	700	700	700
49	Mission de Développement Intégré des Monts Mandaras	200	200	200
50	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	500	500	500

51	Mission de Régulation des Produits (MIRAP)	800	800	800
52	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan (MEAO)	250	250	250
53	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord (MEADEN)	250	250	250
54	Office Céréaliier	300	300	300
55	Office du Baccalauréat du Cameroun(OBC)	640	640	640
56	Office National des Anciens Combattants	300	300	300
57	Office National des Zones Franches Industrielles (ONZFI)	50	50	50
58	Palais des Congrès (PC)	350	350	350
59	Société de Développement du Cacao	1400	1400	1400
60	Société d'Expansion et de modernisation de la Riziculture de Yagoua	600	600	600
61	Université de Bamenda (Uba)	2 650	2 650	2 650
62	Université de Buéa	4 150	4 150	4 150
63	Université de Douala (Udla)	4 700	4 700	4 700
64	Université de Dschang (UD)	2 850	2 850	2 850
65	Université de Maroua (UMra)	2 720	2 720	2 720
66	Université de Ngaoundéré (Undéré)	3 120	3 120	3 120
67	Université de Yaoundé I (UYI)	5 500	5 500	5 500
68	Université de Yaoundé II (UYII)	3 700	3 700	3 700
TOTAL		72 420	72 420	72 420

2) AUX AUTRES ORGANISMES PUBLICS

(en millions de FCFA)

N°	Structures	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT		
		2014	2015	2016
1	Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF)	750	750	750
2	Centre Régional de Promotion du Livre (CREPLA)	50	50	50
3	Centre de Production des Tests de SIDA (CAMDIAGNOSTIX)	200	200	200
4	Centre National de Développement de Technologies (CNDT)	150	150	200
5	Centre National de la Campagne contre la Faim	50	50	50
6	Centre National de l'Education (CNE)	100	100	100
7	Comité de Compétitivité	250	250	250
8	Comité de Suivi du Projet Hydroélectrique de Memve'élé	500	500	350
9	Comité Régional de Lutte contre la Sécheresse (CRLS)	50	50	50
10	Comité Technique de Suivi de la mise en Œuvre du DSCE	500	500	500
11	Commission Technique de Privatisation et de Liquidation(CTPL)	700	700	700
12	Commission Technique de Réhabilitation (CTR)	600	700	700
13	Commission Technique de Suivi des Programmes Economique (CTS)	800	700	700
14	Conseil National des Femmes Camerounaise	20	20	20
15	Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB)	500	500	500
16	Institut de Recherche Géologique et Minière (IRGM)	500	500	500
17	Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO)	500	500	500
18	Programme d'Appui à la Production des Racines (Programme Pionnier)	0	0	0
19	Programme de développement Intégré Communautaire de l'Atlantique	100	100	100
20	Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI)	0	100	100
21	Projet Semencier Cacao/Café	200	200	200
22	Réseau des Parlementaires	50	50	50
23	Secrétariat Technique à la Plateforme des Finances Publiques	250	250	100

24	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Bamenda et Buéa	777	777	777
25	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Bertoua	724	724	724
26	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Douala	6400	6400	6400
27	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Ebolowa	562	562	562
28	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Edéa	350	350	350
29	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Garoua, Maroua et Nagoundéré	2463	2463	2463
30	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Limbé, Bafoussam et Kribi	1952	1952	1952
31	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Sangmélina et Meyomessala	298	298	298
32	Subvention de fonctionnement au titre de l'enlèvement des ordures à Yaoundé	6000	6000	6000
33	Subvention de fonctionnement au titre des soins d'hémodialyse	2000	2000	2000
TOTAL		28346	28446	28196